

EMMANUEL EVAIN

DÉPUTÉ DE PARIS
ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS
MEMBRE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LE PROBLÈME
DE
L'INDÉPENDANCE DE L'UKRAINE
ET LA FRANCE

PRÉFACE de M. ÉDOUARD SOULIER
Député de Paris,
Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères.

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e

1931

Tous droits de traduction, reproduction et adaptation réservés.

947.7
E v 12

464586

PRÉFACE

Des bruits qui retiennent l'attention se glissent : les Américains des États-Unis feraient miroiter, aux yeux des peuples de l'Europe qui ont des dettes envers eux, un allègement, si ces peuples s'entendaient avec eux pour ne plus commercer avec les Soviets ; dans la Russie d'Europe, dans la Russie d'Asie, les révoltes deviendraient plus fréquentes, plus étendues, mieux organisées ; le plan quinquennal, qui achève en U. R. S. S. sa troisième année, n'ayant rencontré, pour être réalisé, ni les matières premières, ni la main-d'œuvre experte et vaillante, ni les débouchés abondants, dont il ne pouvait se passer, aboutirait à un insuccès économique, qui pourrait tourner à la complication politique ;

464586

aucun peuple n'étant venu se joindre, dans le bolchevisme, aux peuples de la Russie, les Soviets commenceraient à avoir épuisé les ressources et le personnel qu'ils ont utilisés sans compter durant quatorze ans déjà, etc.

Dans l'atmosphère que créent ces dires, qu'ils soient erronés, exagérés ou conformes aux faits, les espoirs des nations asservies se sont ranimés.

Il est si paradoxal que, encore au xx^e siècle, il y ait des peuples serfs : l'Arménie, la Géorgie, l'Azerbeïdjan, le Caucase, le Turkestan, l'Ukraine.

Leur espoir et leur vitalité sont entretenus, sont même exaspérés par la terreur qu'ils subissent et par leurs souffrances mêmes ; mais l'accoutumance et la peur à elles seules en feraient des forces qui se cachent et qui se taisent.

Si, la terreur rompue, les évolutions redevenaient normales, ils se rappellent la loi historique qui amène fatalement la dislocation des grands empires, où le pouvoir central n'est plus assez fort, assez attractif, assez tutélaire et dont les portions sont demeurées disparates. Déjà,

d'ailleurs, la Roumanie (partie), la Pologne (partie), la Lithuanie, la Lettonie, l'Esthonie, la Finlande ne se sont-elles pas émancipées de la Russie pour retrouver leur personnalité nationale. Le tzar — les opprimés s'en souviennent — se dénommait « empereur de toutes les Russies ». Une partie de celles-ci ont repris leur individualité : il n'est rien d'étonnant à ce que d'autres encore aspirent à la recouvrer.

Chacune des nationalités originales, toujours maintenues à leur corps défendant dans un ensemble qui les opprime, vivifie, au reste, son espérance dans la culture de son passé propre.

Et il est bien évident, puisque tout n'est qu'action et réaction, qu'il est avantageux pour les peuples serfs que leurs traditions, leurs aspirations et leurs efforts soient connus et prisés au dehors. Ils sont alors comme ces joueurs qui reçoivent l'encouragement d'une foule de témoins.

L'esprit libérateur ne se traduit plus par la mobilisation d'armées de secours : il s'exprime et agit par des démarches réconfortantes et par

une aide, qui, parce qu'elle est intellectuelle et morale, n'en est pas moins efficace, en créant une atmosphère favorable, en informant l'opinion, et en opérant, si nous pouvons dire, une poussée morale.

Aussi, apprécions-nous à sa grande valeur, le concours que mon ami, M. Emmanuel Évain, député de Paris, ancien président du Conseil municipal, et précisément celui qui a reçu, au 14 juillet 1919, les troupes victorieuses à la porte Maillot, que M. Évain apporte à la cause de l'Ukraine et qui est tout à fait digne de l'ancien combattant qu'il est.

Dans un exposé ramassé et dense, mais aussi clair que précis, il rappelle à la sympathie généreuse de la France et au cercle plus étendu de ceux qui comprennent le français, quelle est l'histoire de l'Ukraine, quelles sont ses légitimes ambitions, quelle est sa volonté que l'oppression essaie de lui rentrer dans la gorge.

M. Emmanuel Évain se plaint que le sort des Ukrainiens en 1917-1920 ait, apparemment, trouvé une opinion française ignorante et indiffé-

rente : « Nous ne savions pas... On les ignorait à peu près complètement... L'opinion française ne s'attendait guère aux événements », écrit-il.

Pourtant, rappelle-t-il, les relations entre l'Ukraine, pays des Ruthènes, principauté de Kiew, et la France remontent haut et ont été constantes.

Pour ne parler que des temps récents, Voltaire, en 1731, dans son *Charles XII roi de Suède*, ne manque pas de parler de l'allié de celui-ci contre la Russie, l'Hetman ukrainien Mazeppa, et il saisit l'occasion de présenter la cause ukrainienne avec équité.

La renaissance nationale en Ukraine date de la fin du XVIII^e siècle. C'est à ce moment-là que Ivan Kotliarevski publia, fait symptomatique, une parodie de l'*Énéide* en langue vulgaire ukrainienne. Ce fut l'origine de tout un mouvement littéraire, historique, social et politique, dont le retentissement atteignit l'Europe Occidentale.

En juillet 1868, M. Casimir Delamarre présenta au Sénat français un mémoire sur le pro-

blème ukrainien, pour obtenir qu'un singulier fût remplacé par un pluriel et qu'une chaire du Collège de France devint la chaire *des langues et des littératures slaves*.

Des peintres français s'étaient rendus en Ukraine; Horace Vernet peignit l'épisode le plus dramatique de l'existence de Mazeppa, et son œuvre orne aujourd'hui les couloirs de la Chambre française. La littérature française fit sa place à l'Ukraine, ainsi que Byron, dès 1819, lui avait fait sa part dans la poésie anglaise. Victor Hugo, en mai 1828, dans *Mazeppa (Les Orientales)*, Prosper Mérimée en 1863 dans *Les Cosaques d'autrefois*, Paul Déroulède, en 1877, dans *L'Hetman*, pièce jouée à l'Odéon, rendirent hommage aux vertus nationales, guerrières et familiales des Ukrainiens.

Surtout, *Le Temps*, dans une série de feuilletons en décembre 1875 et le *Magasin d'Éducation et de Récréation* de Jean Macé, P.-J. Stahl et Jules Verne, dans le premier semestre de 1878, ont publié le poème de *Maroussia*, dont l'auteur était Marko Wovzok, et l'adaptateur P.-J. Stahl

lui-même. Le journal avait atteint les adultes, le magazine la jeunesse. Désormais, l'âme de l'Ukraine s'était à toujours attaché en France des pensées sympathiques.

Le peuple ukrainien, qui comptait 15 millions d'habitants en 1869 (ci-après p. 75 et 79) et auquel M. Emmanuel Évain attribue présentement 37 millions (p. 79), ce dernier chiffre conforme, d'ailleurs, à celui qu'indique M. Alexandre Choulguine dans la revue *Prométhée*, juin 1931, p. 24, qui occupe le bassin du Dniéper, le sud-ouest de celui du Don et la rive gauche du Dniester, et dont l'étendard est bleu-jaune (p. 58), prenait, dans *Maroussia*, aux yeux des Français, figure et stature.

Le récit remonte au temps, où l'Ukraine, république palpitante, défendait son indépendance contre les Turcs, les Polonais, les Russes. Elle était de ces « lieux dont on ne parle guère, que l'étranger ne visite pas, qu'on laisse à eux-mêmes, qui gardent pour eux leurs retraites et leurs secrets, leurs fleurs et leurs sentiments, leurs dures peines et leurs simples plaisirs. Leur his-

toire n'est point à tous ». Des habitants, cet éloge si simple et si plein de sens : « Quel que soit le désert où vient habiter une famille ukrainienne, le premier printemps le couvrira de fleurs. »

L'auteur chante la beauté de son pays : « La beauté des ciels ruthènes, l'éclat singulier et particulier de leurs astres, les profondeurs et les transparences de leurs azurs sont une cause d'étonnement et d'envie naïve pour les rares Méridionaux qui visitent nos contrées. » Il a la nostalgie des vieux chants de liberté : « Laissez-nous nos prairies ! Laissez-nous nos steppes ! A qui sont-ils, sinon à nous ? Est-ce que leurs fleurs vous connaissent ? Elles ne vous connaîtront jamais. Rien qu'à vous voir de loin, elles se flétrissent. Craignez les pleurs de l'innocent. Ils retomberont un jour sur celui qui les fait verser. Craignez le silence de l'homme injustement frappé : le knout n'a jamais tué une âme, et l'âme du père injustement frappé s'ajoute à l'âme de l'enfant. Les colères s'y amassent. » Et l'ennemi, qui profère la parole impie : « Si l'Ukraine, sous la main des Russes, devient riche,

elle ne se souviendra pas longtemps qu'elle a été fière et libre », est aussitôt providentiellement châtié.

Le but des héros du poème est, comme ils le jurent, de « rendre l'Ukraine aux Ukrainiens ». « Quand il s'agit de la patrie, on ne marchandé pas, on ne se dit pas « réussirai-je ? » mais « c'est mon devoir », et on se jette dans la mêlée. Si on est tué, on est bien mort ; c'est un meilleur sort que de mal vivre. Les miens ont agi ainsi. Que Dieu ait leur âme ! Si c'était à recommencer, ils recommenceraient. » C'est une femme qui parle ainsi et l'auteur peut ajouter à ces crânes paroles ce jugement sur les femmes de l'Ukraine en général : « Les yeux de ces femmes, de ces mères, de ces sœurs, de ces fiancées, de ces filles jetaient comme des lueurs... Les unes étaient grandes et robustes, d'autres frêles et petites, elles étaient jeunes ou vieilles : mais toutes avaient la même expression de volonté énergique qu'on a, quand, après bien des souffrances et des luttes, on est décidé à tout faire avec calme, fût-ce à mourir. »

Le poème entier est parsemé d'exclamations,

qui correspondraient assez exactement sans doute aux sentiments des Ukrainiens de l'heure présente, tels que les présente M. Évain :

« Oh ! si on pouvait les régulariser par la concorde, si on pouvait donner de l'unité aux efforts ! Si on le pouvait, bien que la lutte fût inégale, on pourrait ne pas désespérer ! »

« Tout pour l'Ukraine ! »

« Ce dernier élan de toute l'Ukraine, c'est la gloire, même après la défaite. »

« L'honneur reste à sauver, et chacun se répète : Nous le sauverons. La force peut tuer le droit, mais non l'abolir. »

Et le livre se termine en montrant, défiant les années, le grand monument de l'humble petite héroïne, Maroussia Tchabane, sur une haute colline artificielle, une croix de granit rose, la *Mohyla*, ce qui signifie « le tombeau ».

Me trompais-je, en estimant que c'était l'âme farouche et indomptée de l'Ukraine, qui se définissait dans ces pages, qui se livrait à la France et qui venait chercher et acquérir sa sympathie.

La sympathie française, nous ne voulons pas en douter, demeure conquise. Depuis un siècle et demi, l'intérêt ne s'est pas ralenti et n'a pas vu baisser sa flamme, que prend la France à la libération des nations asservies.

Il ne saurait s'agir, il va de soi, de recommencer l'erreur commise en Europe Centrale à l'égard de l'Empire austro-hongrois. L'indépendance politique ne rompt pas fatalement des solidarités économiques nouées par l'histoire et par la nécessité.

Et, parce que la prudence saura tenir compte, quand l'heure sonnera, des expériences acquises, parce que, aussi, chez les Ukrainiens, la volonté de liberté et la quête de la sympathie française sont unanimes, les vœux de M. Emmanuel Évain seront, j'ai cette confiance, ceux que formeront avec lui ses lecteurs et, puissance suprême, ses lectrices.

ÉDOUARD SOULIER.

I

LA CHUTE DE L'EMPIRE RUSSE ET L'UKRAINE

La guerre de 1914-1918 a changé bien des situations politiques dont la durée nous semblait assurée, mais nulle part ses conséquences n'ont été plus profondes que dans les États composés par l'amalgame de nationalités différentes. Certains de ces États, comme l'Allemagne, supportèrent, il est vrai, relativement bien l'épreuve, tout en subissant de grands changements intérieurs. Mais pour d'autres, comme l'Autriche et la Russie, la guerre mondiale eut un retentissement tragique : leur organisation politique ayant été brisée par les événements, on vit apparaître à leur place de nouveaux États indépendants.

Avant 1914, l'opinion occidentale s'intéressait beaucoup aux États qui comme l'Allemagne et l'Autriche pouvaient, en cas de guerre, jouer un rôle important et sans doute dangereux pour la France. Aussi leur vie intérieure, les revendications des peuples qui les composaient étaient connues et suivies

en France, en Belgique et en Suisse ; mais il n'en était pas de même pour la Russie ; sa vie intérieure nous intéressait fort peu, de sorte que nous ignorions, malheureusement, ce qui pouvait, en cas de conflit international, constituer sa force ou sa faiblesse.

Vers la fin du XIX^e siècle Léon Tolstoï disait que la France républicaine soutenait sans réserve « le régime le plus réactionnaire de l'Europe ». Cette politique pouvait évidemment surprendre tous ceux pour qui la France symbolisait les idées les plus avancées et les plus libérales du XIX^e siècle. Sans l'aide de la France, en effet, l'empire russe n'aurait pas supporté la crise aiguë de 1905, dont les causes devaient amener sa chute en 1917. Nous ne savions pas que les diverses nations menaient une lutte héroïque et désespérée contre le pouvoir absolu du régime tsariste. Les souffrances de la Pologne étaient plus ou moins connues, grâce aux émigrés polonais venant se réfugier à Paris. Quant à l'Ukraine et aux peuples du Caucase, on les ignorait à peu près complètement.

Mais le passé appartient déjà à l'histoire et le présent nous met en face des problèmes créés par la guerre mondiale. L'ancien empire d'Autriche n'existe plus. Le sentiment de la justice, comme notre intérêt d'ailleurs, nous commandait de soutenir l'effort de la Serbie qui cherchait à réunir

autour d'elle toutes les populations slaves du Sud, et l'action des Tchécoslovaques luttant pour leur indépendance. La carte politique de l'Europe Centrale en fut radicalement modifiée.

Dans ce bouleversement général, qu'est devenue la Russie, la plus grande puissance de l'Europe Orientale ?

Après la liquidation de l'empire Austro-Hongrois et la libération des peuples opprimés par l'Allemagne, le problème polonais se posa tout naturellement. Il fut résolu de la seule façon possible.

Mais les autres peuples de l'Europe Orientale, désireux aussi de reconquérir leur indépendance et d'organiser leur vie nationale ? Et surtout l'Ukraine ? Serait-il donc exact de croire que l'opinion française ne s'attendait guère aux événements qui ont prouvé d'une façon décisive la volonté du peuple ukrainien de constituer un État indépendant ?

On peut affirmer que la France, jusqu'à la fin du second empire, connaissait l'existence du problème ukrainien. Quel est l'intellectuel français qui, par exemple, ignore les relations de la cour royale de France avec la principauté de Kiew ? C'est en 1051 que le roi Henri I^{er} épousa la princesse Anna, fille du Grand Duc de Kiew, Yaroslav, dont le vaste État féodal, organisé à l'instar de l'empire de Charlemagne, sombra, peu de temps après sa mort, sous

la pression de barbares mongol. Sur les ruines des cette principauté de Kiew se formèrent des États nouveaux, dont l'un, celui de Moscou, réussit à s'approprier le nom porté par l'État de Kiew ; « Rus », transformé plus tard en celui de « Rossia ». De même, jadis, le nom de l'Empire Romain, passa après sa chute, à une province éloignée — la Roumanie.

Nous ne relaterons pas ici tout ce que la France a connu de l'Ukraine. Rappelons seulement qu'au XVII^e siècle, Levasseur de Bauplan, illustre ingénieur français, donna une des meilleures descriptions de l'Ukraine et en composa la carte géographique. Au XVIII^e siècle, de nombreux émigrés politiques ukrainiens, avec l'Hetman Orlik, successeur de Mazeppa, trouvèrent un asile hospitalier en France, d'où l'Hetman continua la lutte entreprise par Mazeppa contre la Russie. Pendant longtemps encore des hommes d'État français s'inquiétèrent du problème ukrainien. Napoléon 1^{er} s'intéressait aux revendications ukrainiennes et y attachait une grande importance.

Le problème fut mis à l'ordre du jour, pour la dernière fois, au XIX^e siècle, par un mémoire présenté au Sénat français en 1868 par Casimir Delamarre. Ce document témoigne d'une connaissance parfaite du problème ukrainien, problème enchevêtré au milieu des problèmes de l'Europe Orientale ; et les

conclusions établies par son auteur présentent encore aujourd'hui un intérêt pratique.

Mais après 1870. d'autres questions ont préoccupé l'opinion française. Il fallait se défendre contre l'Allemagne, et la Russie paraissait le seul appui solide possible pour une lutte future.

La révolution russe de 1917 nous surprit et nous désillusionna. Le grand colosse tomba subitement et sur ses débris nous vîmes paraître, entre autres États nouveaux, l'Ukraine. Tout d'abord, nous n'avons pas reconnu notre vieille amie, mais bientôt mis au courant de tous les éléments de la question, les gouvernements de Paris et de Londres reconnurent la République d'Ukraine ; la France y envoya même un représentant officiel, le général Tabouis, qui, après une enquête sur place, témoigna de la plus grande sympathie pour les aspirations ukrainiennes. L'action du général Tabouis fut particulièrement appréciée en Ukraine.

Mais dès 1918, puis en 1919 et en 1920, l'Ukraine connut de grands malheurs ; l'invasion allemande, puis l'invasion bolchévique la dévastèrent. La jeune République succomba, ses forces ne lui permettant pas de lutter contre ses ennemis. La France n'entendit pas ses supplications, trop absorbée par toutes les tentatives russes ayant pour but de rétablir un peu d'ordre dans la vieille Russie.

Après l'échec de ces mouvements, les représentants de notre pays, à la suite d'autres États européens, durent entrer en relations avec la Russie Rouge. Et le mouvement national ukrainien, purement démocratique, qui pendant quatre ans avait résisté à tous les efforts de ses ennemis, fut vaincu par la Russie des Soviets, sans que cela ait paru retenir l'attention de la politique française. Mais l'État Ukrainien qui était apparu d'une façon si imprévue aux yeux de notre diplomatie en 1917 et qui lutta courageusement pour son indépendance durant quatre ans, est-il disparu à jamais ?

Le mouvement national ukrainien, qui avait semblé vaincu par les armes, est sorti vainqueur de la lutte civile : les Soviets n'ont pu faire autrement que de proclamer une République Soviétique ukrainienne indépendante et ce, dans l'espoir de tromper les revendications ukrainiennes. Or les voici obligés maintenant, par la force du mouvement national ukrainien, d'accorder de véritables concessions aux nationalistes ukrainiens. Et le nom de la République Soviétique Ukrainienne commence à cesser d'être un nom sans importance réelle.

La chute de l'ancienne Russie a apporté la vie à beaucoup de pays opprimés. La chute de l'U. R. S. S. appellera aussi un jour ou l'autre à la vie toute une série de nations qui n'ont pu être affranchies défini-

tivement en 1917-1920. Parmi ces nations, l'Ukraine paraît appelée à jouer le premier rôle : ses trente millions d'habitants en font un peuple puissant ; quand il aura conquis son droit à la vie, il ne permettra plus à personne de le gouverner contre sa volonté.

II

**L'UKRAINE EST-ELLE CAPABLE DE CONSTITUER
UN ÉTAT ?**

— « Évidemment, dit-on, on ne saurait nier qu'il existe un pays qui se nomme l'Ukraine. Les événements ont prouvé que son peuple a conscience de sa nationalité distincte, qu'il a le culte de sa patrie, et qu'il veut avoir sa place libre au soleil. Mais est-il capable de créer un État indépendant ? Où sont ses frontières ? Vous ne les trouverez pas. »

Voilà les propos que nous avons entendu échanger quelquefois entre hommes politiques français. Paroles ne reposant sur aucune pensée approfondie. Étudions la plaine de l'Est européen ; elle n'est coupée par aucune grande chaîne de montagnes. Des fleuves, comme le Dnieper ou la Volga, traversent, l'un le cœur de l'Ukraine, l'autre celui de la Russie. Mais on ne trouve à la limite des deux pays que des rivières secondaires, ne présentant, en somme, aucun obstacle sérieux à une entreprise militaire.

Ce point est hors de doute. Mais quelle en est la portée de nos jours ? Les frontières, dites straté-

giques, présentent-elles, dans nos temps modernes, un obstacle réel aux troupes d'un voisin trop belliqueux ? Les canons tirent à des centaines de kilomètres ; les avions dominent de plus en plus la bataille, l'unique frontière entre deux peuples, même au point de vue militaire, c'est leur ténacité, leur volonté de « vivre libre ou mourir ».

Ce qui est nécessaire avant tout pour la création d'un État tel que peut être l'Ukraine, c'est une frontière ethnographique.

Dès lors, la question capitale qui se pose est la suivante :

Est-il possible, sans trop de difficultés, de marquer cette frontière entre la Russie et l'Ukraine ?

Notre réponse sera très nette.

La frontière ethnique des Russes et des Ukrainiens est aisée à tracer. Il suffit d'un examen, même superficiel, pour s'en rendre compte. D'un côté, on trouve des villages dessinés et bâtis suivant le concept ukrainien ; de l'autre, plans et constructions sont de style russe. Dans les villages ukrainiens, les petites maisons blanches sont coiffées de toits de chaume, qui s'inclinent sur les quatre faces ; elles sont toujours précédées d'un jardin riant. Ces villages sont comme nichés dans la verdure, alors que les habitations grands-russes se découpent tristement sur un horizon dénudé. Elles sont faites de bois non

peint, pas même blanchi, d'un aspect sombre. Rarement, un jardin les entoure, rarement un arbre les égale. Les toits, en lattes généralement, descendent en dos d'âne. Les cours, l'intérieur des demeures, grands-russes et des demeures ukrainiennes, diffèrent aussi complètement. A la frontière, les villages ukrainiens et grands-russes voisinent souvent. On peut rencontrer un village ukrainien ou un village grand-russe situé à quelques dizaines de verstes en deçà ou au delà de la frontière ethnographique. On ne voit néanmoins jamais de maisons construites en partie d'après le type ukrainien, et en partie selon le genre grand-russe. Les deux styles ne se mêlent pas.

Malgré quelques vestiges d'influences orientales subies dans le passé, le peuple ukrainien a conservé un caractère slave beaucoup plus accusé. Il se rapproche davantage des Slaves du Sud que des Grands-Russes, bien que la langue des Grands-Russes et des Ukrainiens, si différentes l'une et l'autre, appartiennent toutes deux au même groupe de langues slaves.

A la clarté de l'histoire, les divergences entre les deux peuples s'expliquent facilement. Le peuple ukrainien et le peuple russe sont restés, pendant des siècles, séparés et n'ayant pour ainsi dire aucune frontière commune. Les peuplades nomades occupaient d'immenses territoires et le peuple ukrainien devait habiter une partie du nord, et surtout de

l'occident de ces territoires. Le peuple grand-russe s'est formé dans le nord, près de Moscou. Il n'osait guère s'aventurer trop profondément dans les steppes du sud, où les peuples nomades étaient en force et par cela même redoutés. Ce n'est que plus tard (XVII^e et XVIII^e siècles), après l'amoindrissement de sa puissance, que les paysans ukrainiens émigrant vers l'est, se rencontrèrent avec les Russes, qui émigraient vers le sud.

Quand deux peuples plus ou moins apparentés, ont pendant des siècles entretenu des relations de voisinage remontant jusqu'aux origines de leur formation, ils se sont fatalement pénétrés et ont quelque peu « déteint » l'un sur l'autre, surtout près de leurs frontières limitrophes. Mais le peuple grand-russe et le peuple ukrainien ne se sont rapprochés qu'au moment où leur évolution ethnique était achevée ; ils ne devaient et ne pouvaient avoir aucune espèce d'ascendant l'un sur l'autre.

En se distinguant de tous ses voisins, le peuple ukrainien établit sur tout son vaste territoire une unité ethnique presque absolue, et l'on ne sent qu'une infime différence entre la lisière septentrionale du pays et la région des Carpathes.

Cette unité remarquable s'explique par les migrations dans les différentes régions du pays qu'à plusieurs reprises fut obligé d'effectuer le peuple ukrai-

nien refluant sous la poussée des envahisseurs, nomades et autres. C'est ainsi que les Ukrainiens de ces différentes régions s'amalgamaient, s'harmonisaient, s'unifiaient au point de former un seul type ethnique.

* * *

Mais cette différence ethnique entre les Russes et les Ukrainiens est-elle le seul trait qui distingue les deux pays ? Certainement non.

Si vous traversez la vaste plaine de la Russie, vous y verrez de sombres et tristes forêts, des terres souvent stériles et peu cultivables.

L'Ukraine offre un aspect tout différent. Il est vrai que dans les temps reculés, les forêts recouvraient aussi une grande partie de l'Ukraine, mais d'après leur flore même, on les distinguait facilement des forêts de la Moscovie. De nos jours, on ne rencontre de forêts en Ukraine que dans les contrées situées vers le Nord. Plus on descend vers le Midi, moins on trouve de bois, et on arrive bientôt dans le pays classique des steppes ; c'est ce pays que jadis, les cosaques de Zaporogue (rappelons le légendaire Tarras Boulba) défendaient contre les agressions des hordes tartares dans des luttes sanglantes et sans cesse renouvelées.

Le sol prodigieux de ces régions méridionales ainsi

que celui des régions intermédiaires (entre les steppes et les forêts), c'est la célèbre « terre noire ». Sa fertilité a une réputation mondiale. Elle a fait de l'Ukraine le grenier de l'Europe.

La limite septentrionale de la zone des terres noires s'étend un peu plus au sud de la frontière ethnique de l'Ukraine et englobe presque tout le territoire de ce pays.

Cette fertilité intense du sol favorise depuis les temps les plus reculés le développement de l'agriculture dans le pays.

Pendant de très longues années, la production agricole et l'élevage constituèrent les principales ressources de l'Ukraine. Mais voici qu'il apparaît que ce pays possède, en outre, des richesses souterraines considérables ; les industriels français connaissent bien certaines mines de l'Ukraine (à Krivoïrog, à Donetz) pour les avoir exploitées pendant quelques dizaines d'années avant la grande catastrophe. L'étude de ces richesses présente un intérêt de premier ordre pour la France ; elle devra faire l'objet d'ouvrages spéciaux. Nous nous bornerons à insister simplement sur ce point : non seulement l'Ukraine possède une véritable frontière ethnographique, mais ce pays de la terre noire présente également une unité géographique et une unité économique incontestables.

III

LES RICHESSES DE L'UKRAINE ET SON ROLE FUTUR EN EUROPE

Ce peuple, au caractère ethnique si nettement distinct de celui de ses voisins, ce peuple qui cultive avec amour son sol incomparable, qui est parvenu enfin à une haute conscience de sa nationalité et à un ardent patriotisme, n'est-il pas capable et digne de créer un État ?

Deux faits suffiraient à faire ressortir l'importance du problème ukrainien :

D'abord, l'étendue de son territoire. Elle dépasse celle de la France.

Ensuite, le chiffre de sa population. Celui-ci atteint 30 millions d'habitants¹.

Mais la situation de l'Ukraine au bord de la mer Noire, son extrême fertilité, la richesse de son sol, encore peu fouillé, suffisent à expliquer pourquoi les maîtres des territoires qui l'avoisinent au nord, les

1. C'est le chiffre officiel de la population de l'Ukraine soviétique. Il atteint 37 millions, si on compte tous les Ukrainiens se trouvant non seulement en Ukraine, mais aussi dans les différentes parties de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique.

Russes, voient d'un œil si malveillant ce grave problème : l'indépendance de l'Ukraine.

Quelques chiffres, établis avant la guerre, permettront d'estimer ses richesses naturelles.

Céréales. — La moyenne des récoltes (de 1911 à 1915) atteint 275.000.000 de quintaux :

Betteraves	100.000.000 quintaux.
Pommes de terre	60.000.000 —
Tabac	65.000.000 kilos.
(Dont 22.000.000 de qualité supérieure.)	
Graines oléagineuses	6.000.000 quintaux.
Chanvre	1.000.000 —
Lin	600.000 —

Vigne :

Raisin	1.000.000 —
(Donnant près de 500.000 hectolitres de vin.)	

Élevage :

Chevaux	8.100.000 têtes
Bêtes à cornes, moutons et chèvres	27.600.000 —
Porcs	6.300.000 —

Houille. — L'Ukraine possède un vaste bassin houiller et la majeure partie des fameuses mines d'anthracite du Donetz. Sa production en charbons avoisine celle de la France.

Mines. — L'Ukraine possède d'importantes mines de fer (Krivoïrog et Kerch). Leur production annuelle

varie de 5 à 7.000.000 de tonnes de minerai. Sa production de manganèse est la troisième du globe (après le Caucase et les Indes).

L'énoncé succinct de ces richesses suffit à démontrer que, sur son sol, l'Ukraine doit voir se développer un jour une industrie considérable.

Pourquoi donc ce développement ne s'est-il pas encore produit ? C'est parce que la politique de concentration des gouvernements tsaristes a peu favorisé ce pays. Mais voici de nouveaux maîtres, les bolcheviks de Moscou ! Hélas ! ils suivent la même politique et ne s'en cachent pas. Ouvertement leur presse publie que, dans leur politique économique, ils considèrent l'Ukraine comme une sorte de colonie (voir *Bolchevik*, février 1928).

Industrie. — En dépit de la politique de servage qu'elle subissait, l'Ukraine possédait, avant la Révolution, une vingtaine d'usines métallurgiques et plus de 50 hauts-fourneaux. Rien que pour l'industrie des machines agricoles, on comptait 80 fabriques dont la production atteignait une valeur de 150 millions de francs.

Les céréales sont exportées à l'état naturel. Cependant l'industrie de la minoterie y est prospère : il existe plus de 800 grands moulins et 50.000 petits moulins.

L'industrie de l'alcool avait récemment encore une

importance considérable : l'Ukraine produisait le quart de l'alcool fabriqué dans tout l'Empire Russe.

Mais c'est l'industrie sucrière qui était la plus florissante. En 1915, sur les 265 sucreries de l'Empire Russe, l'Ukraine, à elle seule, en possédait 222. C'est qu'en effet, son sol est particulièrement favorable à la culture de la betterave ; et celle-ci progressait d'une façon si remarquable qu'en dix ans (1905-1915) elle avait augmenté de cent pour cent.

Cette activité économique, d'ailleurs, n'en était encore qu'à ses débuts. Et voici que les événements tragiques de la Grande Guerre et de la Révolution Russe, voici surtout qu'une domination lui imposant un régime absurde et improductif ont arrêté les progrès de ce pays. L'Ukraine n'attend que des conditions politiques propices pour effectuer un redressement rapide.

Quelles sont ces conditions ?

C'est ici que se heurtent deux thèses contraires.

La thèse de l'indépendance et de la liberté, d'abord. C'est celle des Ukrainiens. Ils affirment que leur pays ne peut se développer, pour le mieux de ses intérêts, qu'en s'organisant en État indépendant. C'est la thèse classique de la liberté avec toutes ses conséquences basées sur l'expérience séculaire des peuples : un pays ne donne toute la mesure de son génie et de ses forces naturelles que dans la liberté.

En face, se dresse la thèse de l'asservissement à un autre peuple. C'est celle de la Russie des Tsars et des Soviets. Les Russes prétendent que l'Ukraine est si intimement liée à eux, que la détacher serait porter un coup mortel à l'Ukraine elle-même. Mais, sous cette thèse d'apparente sollicitude, il est facile de découvrir le véritable mobile de ses partisans : c'est qu'au fond d'eux-mêmes les Russes craignent que, sans la laborieuse Ukraine, il leur soit plus difficile de vivre.

On peut, cependant, calmer ces craintes. M. Timochenko, ancien recteur de l'Université Ukrainienne de Prague, économiste de haute valeur, a consacré une étude spéciale à cette question. D'après lui, on a singulièrement exagéré la réalité des faits dans cette fable que l'Ukraine nourrissait toute la Russie. Dix pour cent seulement de la production des céréales de l'Ukraine étaient envoyés en Moscovie, le reste était expédié en Europe Centrale et en Europe Occidentale. Il est même à remarquer que sur les dix pour cent destinés à la Russie, une grande partie était envoyée dans le Nord aux provinces qui sont devenues les États baltiques, aujourd'hui détachés de la Russie. On pourrait en dire autant en ce qui concerne l'élevage et l'exportation du bétail en Russie.

Quant à la métallurgie, celle de l'Ukraine non seulement ne dépendait pas de la Moscovie, mais elle

faisait, au contraire, une forte concurrence aux métallurgies du Nord.

Seule, l'industrie sucrière avait un important débouché en Russie. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'exportation du sucre à l'étranger fut entravée par les gouvernements tsaristes.

Les Russes cherchent à persuader les Ukrainiens qu'il faut renoncer à l'idée de voir leur pays retrouver l'indépendance. Ils insistent sur ce fait qu'une grande quantité de paysans ukrainiens émigraient chaque année soit en Sibérie, soit en Asie Centrale, et que, par conséquent, en se détachant de la Russie, l'Ukraine ne saurait où écouler cet « excédent » de population. Mais les économistes ukrainiens assurent que cette émigration des paysans d'Ukraine ne pouvait constituer un avantage pour le pays, et était, tout au contraire, une des causes de la lenteur du développement de l'industrie ukrainienne. La densité de la population est loin d'être excessive ; son augmentation servirait à l'intensification de sa vie économique.

En résumé, il n'existe aucune raison d'ordre économique qui permette de condamner l'Ukraine à devenir une colonie de la Russie.

Ce n'est que par une énorme exagération que les Russes prétendent quelquefois que, sans l'Ukraine, ils ne peuvent vivre. La vérité, c'est qu'en dehors de

l'Ukraine, la Russie possède d'immenses richesses. Pourquoi ne fait-elle pas l'effort nécessaire pour en tirer un parti suffisant ? Précisons. Les plaines de la Volga ne lui appartiennent-elles pas ? Ne sont-elles pas d'une grande fertilité ? Et les terres de la Sibérie ? Pourquoi la Russie les laisse-t-elle généralement, incultes ?

Il faut le reconnaître : si les Russes s'opposent à l'indépendance de l'Ukraine et à sa séparation, c'est avant tout pour des raisons d'ordre exclusivement politique. Ils se sont tellement habitués à considérer ces contrées comme leur domaine qu'ils sont incapables de comprendre que les temps sont changés. Si autrefois, le Tsar a pu tenir sous sa domination tous les peuples qui faisaient partie de l'Empire Russe, c'est parce qu'à la suite des luttes épuisantes du moyen âge et des deux derniers siècles, ces peuples s'étaient enlisés dans une apathie devenue séculaire. Mais voici que des événements formidables ont tout bouleversé : la guerre mondiale, la Révolution. ont ranimé tous les courages et toutes les énergies. Le peuple ukrainien a prouvé son ardent patriotisme, sa volonté de vivre libre et de conquérir son indépendance. Dès lors, peut-on arrêter la marche de l'histoire ? Peut-on imposer de nouveaux fers à un peuple qui compte des dizaines de millions d'âmes ?

Est-ce à dire que les Russes et les Ukrainiens sont

condamnés à une lutte éternelle ? Non pas. L'esprit de conciliation doit intervenir des deux côtés. Il rendra possible l'établissement de rapports de bon voisinage entre l'Ukraine et la Russie. L'indépendance de l'Ukraine ne doit pas être un obstacle aux relations économiques et politiques des deux peuples.

L'Europe n'a-t-elle pas sous les yeux l'exemple de pays qui se trouvaient sous la domination d'un autre pays et qui vivent en bonne intelligence avec leur maître d'autrefois ? La Tchéco-Slovaquie — ancien royaume de Bohême asservi pendant des siècles — ne vit-elle pas en paix avec l'Autriche ? La Finlande, les États Baltiques de Lettonie et d'Esthonie ne vivent-ils pas en bons voisins avec la Russie des Soviets ?

Après l'ère des bouleversements, il faut établir la paix — et une paix durable — dans l'Est Européen. Cette pacification, tout le monde la désire. Elle nous donnera enfin la possibilité de nous rapprocher réellement des pays de l'Est et de la mer Noire. Pour les relations économiques que la loi du progrès nous impose d'organiser en Europe, elle est indispensable.

Or, l'établissement d'une Ukraine indépendante est un des piliers de cette paix future. Jusque-là, la stabilité politique de l'Est Européen ne sera pas réalisée.

La Guerre mondiale a aboli plusieurs siècles d'his-

toire et a bouleversé l'organisation politique, économique et sociale de l'Est. L'effondrement des trois grands empires russe, austro-hongrois et ottoman a fait naître ou revivre des États nouveaux. La disparition du Tsarisme, qui tenait sous sa domination les peuples disparates de la Russie, a posé les problèmes de la Pologne, des États baltiques (Lithuanie, Lettonie, Esthonie), de la Finlande et de l'Ukraine. A l'exception du dernier, tous ont été résolus.

Pourquoi seule la question de l'Ukraine reste-t-elle en suspens ?

Éluder le problème, ce n'est pas le résoudre. Le problème ukrainien est posé devant l'Europe. Sa solution s'impose.

IV

L'UKRAINE AU XIX^e SIÈCLE
ET A LA VEILLE DE LA GRANDE GUERRE

ÉVAIN.

La renaissance nationale de l'Ukraine remonte à la fin du XVIII^e siècle. Il faut en chercher l'origine dans un petit fait auquel, à l'époque, personne, même parmi les agents les plus fins du despotisme tsariste, n'ajouta d'importance. Ivan Kotliarevski publia en langue ukrainienne une parodie de l'*Énéide* de Virgile. C'était la première œuvre littéraire imprimée en langue populaire.

Il n'est pas douteux que la littérature de l'Ukraine a une histoire très ancienne et remonte à l'époque de Vladimir le Saint. Mais les œuvres littéraires jusqu'à la fin du XVIII^e siècle étaient écrites en une langue slave archaïque qui subissait une certaine influence de la langue vivante, mais gardait cependant son caractère spécial ; c'était un idiome scolastique qui correspondait au latin du moyen âge en Europe occidentale.

Ainsi Kotliarevski, comme Dante en Italie, introduisit dans sa littérature nationale la langue ukrainienne vivante. Jusqu'alors on la parlait, on connaissait les belles chansons et les pittoresques légendes de l'Ukraine, mais on considérait la langue ukrainienne comme un idiome purement populaire,

impropre à exprimer des idées politiques et des opinions littéraires. En prouvant le contraire, l'ouvrage de Kotliarevski fit grande sensation dans son pays.

Or, tandis que beaucoup d'Ukrainiens devenaient, tel Gogol, de brillants écrivains russes, et même parfois polonais, d'autres s'engageaient dans la voie déblayée par Kotliarevski. Parmi ceux qui eurent le courage de se faire les propagateurs de la renaissance nationale, il faut citer d'abord le grand poète Taras Chevtchenko.

Les œuvres de Chevtchenko, écrites en ukrainien, consacrées aux traditions ukrainiennes, furent accueillies avec enthousiasme par le peuple ukrainien. Deux autres écrivains : Kulich et Kostomarov s'associèrent bientôt à l'action de Chevtchenko. Tous trois commencèrent à propager des idées singulières : ne discutèrent-ils pas de la possibilité de supprimer le servage, de créer une fédération panslave, etc. ? Le gouvernement russe, quel qu'il soit, n'a jamais encouragé les nouveautés, ni ceux qu'il appelle « des rêveurs », et l'on était alors sous le règne de Nicolas 1^{er} qui avait coutume de dire : « Le tsar n'a pas besoin de sages, mais de fidèles ». Les trois amis furent arrêtés et déportés séparément. Taras Chevtchenko, jugé plus coupable, fut incorporé, bon gré mal gré, dans l'armée et

envoyé comme simple soldat dans une forteresse près d'Orenbourg.

Les années passèrent. En 1857, après dix ans de déportation, Chevtchenko et ses amis virent leur exil levé. Le poète épuisé et malade mourut quatre ans plus tard, pleuré par toute l'Ukraine. Un vrai culte du poète, considéré comme un prophète national, s'introduit depuis lors dans tout le pays. Si Kotliarevski a commencé le mouvement, Chevtchenko l'a enflammé en lui donnant une force réelle.

Comme la pierre projetée du haut de la montagne continue de rouler sans que puisse la retenir celui qui l'a lancée, le mouvement ukrainien continua de se développer, car il correspondait aux aspirations du peuple. Il fut impossible de l'étouffer ou de le faire dévier malgré tous les efforts des autorités russes. Il serait fastidieux d'énumérer les noms de tous ceux qui se consacrèrent alors à maintenir et à éveiller les espérances de leurs compatriotes. Pourtant il y a un nom qu'il faut détacher : c'est celui de Michel Dragomanov (mort en 1894), professeur à l'Université de Kiew, puis exilé, grand historien et surtout écrivain politique, un véritable apôtre de la renaissance politique dans l'Ukraine actuelle.

Dragomanov, comme beaucoup d'autres Ukrainiens, n'ayant pas la possibilité de faire paraître ses œuvres en Russie, les publiait le plus souvent

en Suisse et en Galicie. Les dirigeants de Vienne, assez satisfaits de jouer un mauvais tour à leurs voisins russes, et aussi d'opposer les Ruthènes galiciens aux Polonais de Galicie, laissaient se développer volontiers en cette province l'action pro-ukrainienne.

Il y a actuellement une littérature ukrainienne, il existe de nombreuses publications ukrainiennes dans lesquelles des écrivains et des savants ukrainiens répandent leurs idées. En outre la Société Savante Chevtchenko à Léopol a publié des centaines de volumes sur l'histoire, l'ethnographie, la philologie, la littérature, l'économie et les sciences.

* * *

Le programme politique des patriotes ukrainiens au XIX^e siècle fut de conquérir une certaine autonomie pour leur patrie, car ils n'osèrent pas encore prononcer le mot d'indépendance. Tout de même cette idée fut lancée publiquement bien avant la première révolution et a inspiré certains groupements de conspirateurs.

Les événements de Russie de 1904-1905 eurent une profonde répercussion en Ukraine. Après le fameux 30 octobre 1905, lorsqu'on eut la possibilité de travailler ouvertement, de faire paraître dans le

pays les premiers journaux de langue ukrainienne, de nombreuses organisations nationales furent fondées. C'était surtout des cercles appelés « Prosvita » (Instruction nationale). Les deux partis politiques : le parti radical-démocrate fondé encore par Dragomanov et le parti socialiste-démocrate organisé à la veille de la première révolution, formulèrent plus ouvertement leur revendication d'indépendance nationale. Ils envoyèrent à la première et surtout à la seconde Douma un certain nombre de députés ukrainiens qui surent constituer un groupe important et inscrivirent dans leur programme l'autonomie de l'Ukraine, l'emploi de la langue ukrainienne dans l'instruction publique, devant les tribunaux, à l'église, etc...

Mais après la révolution de 1905-1906 vint la terrible réaction de Stolipine et de ses successeurs. Les persécutions se renouvelèrent avec une force accrue. Les périodiques ukrainiens furent maintes fois confisqués, les rédacteurs persécutés, arrêtés, déportés, et finalement plusieurs journaux furent suspendus. Avec opiniâtreté les patriotes ukrainiens les republièrent sous d'autres titres pour être de nouveau persécutés, déportés, etc... Le même sort fut subi par tous les cercles et toutes les sociétés ukrainiens et par tous les patriotes qui eurent l'audace de manifester leur sentiment national.

Mais c'est surtout la guerre qui fut terrible pour les Ukrainiens. Malgré leur parfaite loyauté à l'égard de la Russie et de ses alliés, la « Rada », organe principal de l'Ukraine, ainsi que 13 périodiques de Kiew furent suspendus en une journée. Une seule revue, imprimée d'ailleurs à Moscou en langue russe, *Ukraisnaja Jisne*¹ (sous la direction de Simon Petlura), a pu subsister et publier un véritable manifeste où les Ukrainiens affirmèrent leur fidélité à l'Entente et par conséquent à la Russie. Mais cette bonne volonté fut assez mal récompensée : les armées russes, victorieuses au début de la guerre, avaient occupé la Galicie où elles traitaient la population ukrainienne avec une grande dureté. Quand un ami des ukrainiens se présenta chez Sazonov, alors ministre des Affaires Étrangères, pour attirer son attention sur ces faits, celui-ci se borna à lui répondre sèchement : « Que voulez-vous, nous sommes justement au bon moment pour en finir avec les Ukrainiens. »

Enfin, en 1917, après la chute du tsarisme, les Ukrainiens crurent pouvoir respirer un peu. Nous allons voir qu'en dépit de tous les beaux principes affichés par les Soviets, l'Ukraine n'allait faire que changer de despote.

1. La Vie ukrainienne.

V

LES GRANDS ÉVÉNEMENTS EN UKRAINE
DE 1917 A 1929.
L'ASSERVISSEMENT PAR LES SOVIETS

La chute du gouvernement tsariste en février 1917 avait réveillé les espoirs de l'Ukraine. Dès le mois de mars, la Rada Centrale (c'est-à-dire un Conseil Central) de l'Ukraine se constitua à Kiew sous la présidence du célèbre historien Mikhaïlo Hrouchevski. Cette Rada a convoqué au mois d'avril 1917 un congrès national auquel assistèrent plus de 1.000 délégués, envoyés par les diverses municipalités, par les Zemstvos, par les communes des paysans (« Volost »), par toutes les organisations professionnelles et politiques. Les minorités nationales, c'est-à-dire les Russes, les Polonais et les Israélites ont envoyé plus tard leurs délégués. Ainsi fortifiée, la Rada Centrale devint un vrai centre politique de l'Ukraine, une institution extrêmement populaire et les Ukrainiens l'appelèrent « notre parlement révolutionnaire ». Elle devint ainsi une véritable force avec laquelle le gouvernement de Pétrograd se vit bientôt obligé de compter.

Le programme de la Rada Centrale comprenait deux articles essentiels : autonomie des territoires ethnographiquement ukrainiens et reconnaissance officielle de la langue ukrainienne.

Forte de l'appui de tout son peuple, la Rada développa une féconde action, marquée par de magnifiques manifestations organisées sous le signe de l'étendard bleu-jaune. Des groupes politiques se formèrent avec des programmes définis, il y eut des réunions, des congrès, dans toutes les provinces de l'Ukraine ; bref, la vie nationale du pays commença à se manifester sous tous les aspects.

Le 26 mai 1917, la Rada Centrale présenta au Gouvernement provisoire de Pétrograd ses desiderata, établis selon les bases qui ont été déjà indiquées, desiderata qui déplurent fortement au gouvernement provisoire de Kerensky. Il se borna à répondre de façon évasive qu'il ne pouvait prendre aucune décision à l'égard de l'Ukraine, ni reconnaître la Rada Centrale comme une représentation régulière du pays.

Cette décision provoqua une très vive effervescence en Ukraine. Le 12 juin 1917, la Rada décida de ne plus attacher aucune valeur aux ordres de Pétrograd et d'organiser l'Ukraine en utilisant ses propres forces. Trois jours après, la Rada Centrale publia son *Premier Manifeste (Universal) au peuple*

Ukrainien qui équivalait à une proclamation de l'indépendance de l'Ukraine et à la rupture avec la Russie. Ce manifeste fit une très grande impression dans toute la Russie où l'on commença à s'apercevoir de l'importance et de la force du mouvement national en Ukraine.

La Rada Centrale continua son activité par la création d'un organe exécutif appelé le Secrétariat Général, le vrai Ministère, où le chef reconnu des Ukrainiens Simon Petlura fut nommé secrétaire pour les affaires militaires, et qui s'imposa de conserver une attitude amicale envers le gouvernement provisoire russe, en dépit des avances que lui prodiguait le parti bolchévique, déjà très fort en Russie. Kerensky, accompagné de Ceretelli et de Terechtchenko, vint à Kiew, et les trois ministres conclurent un accord avec la Rada Centrale, comme si elle était déjà l'organe d'une puissance étrangère.

Les ministres russes ont ratifié la création du secrétariat général de l'Ukraine — le germe du futur gouvernement, — ils approuvèrent les plans de la Rada Centrale tendant à l'autonomie de l'Ukraine. Mais malgré cette entente, une grande méfiance vis-à-vis de l'Ukraine régnait à Pétrograd. La lutte s'engageait entre la Rada Centrale et le gouvernement provisoire quand survint la révolution communiste entraînant la chute de Kerensky.

Les bolcheviks étaient à ce moment trop faibles pour prétendre soumettre la Russie à leurs ordres. La Rada Centrale d'Ukraine put donc, sans difficulté, le 20 novembre 1917, proclamer la République d'Ukraine indépendante. Les soldats russes furent désarmés et renvoyés en Russie. C'est à ce moment (décembre 1917 janvier 1918) que l'Ukraine a reçu le représentant de la France, le général Tabouis, et le représentant de l'Angleterre, Mr Bagge, ancien Consul Général d'Odessa. Kiew est devenu le grand centre de la lutte contre la Russie soviétique pour tous les peuples assujettis autrefois par les tsars. Mais cette brillante situation, malheureusement, ne dura pas : la Russie des Soviets ayant immédiatement reconnu l'indépendance de l'Ukraine, ne tarda pas à lui envoyer en même temps un ultimatum insolent qui ne pouvait pas être admis par l'Ukraine. Les hordes bolcheviques se ruèrent sur le malheureux pays.

Cet état de choses provoqua la chute du premier gouvernement ukrainien (Vinnitchenko, Petlura, Choulguine, etc...) et un gouvernement ukrainien des socialistes révolutionnaires sous la présidence de M. Holoubovitch se constitua. La jeune République n'était pas préparée pour cette guerre inégale. Kiew fut pris par les bolcheviks. Le gouvernement se transporta à Jitomir et, le lendemain de la chute de Kiew,

dut accepter de signer la paix de Brest-Litovsk. Les Allemands aidèrent Holoubovitch à chasser les bolcheviks de Kiew, mais leurs chefs militaires, tentés par les richesses naturelles de l'Ukraine, profitèrent de la paix de Brest-Litovsk pour mettre la main sur le pays. Le gouvernement Holoubovitch, ne se montrant pas docile à leurs volontés et voulant faire respecter les droits de ses concitoyens, est dissous à son tour, *manu militari*, le 28 avril 1918. Très ambitieux et soutenu par les Allemands, le général Skoropadski, voulut constituer un gouvernement durable et il essaya de s'imposer par la force. Mais la fin de la guerre en Occident, avec la chute des Allemands entraîne la sienne. Les anciens représentants de la Rada Centrale ayant Simon Petlura à leur tête renversèrent Skoropadski, chassèrent les Allemands et formèrent un Directoire qui chercha à remettre de l'ordre dans le pays.

Les bolcheviks se jetèrent de nouveau sur l'Ukraine (1919) qui fut pillée, incendiée, envahie à la fois par eux et par de simples brigands. Petlura, à la tête des troupes ukrainiennes, luttait courageusement, cherchant un appui tantôt en France, tantôt en Pologne. L'Ukraine devient réellement l'alliée de cette dernière (1920), mais la paix de Riga laisse ce pays de nouveau seul à seul avec un ennemi redoutable. Les troupes ukrainiennes

abandonnèrent le pays. Les insurgés prolongèrent une guerre sanglante de partisans pour purger le pays des agents bolcheviques ; la lutte se poursuit encore. Le gouvernement national, avec Simon Petlura en tête et, après la mort de celui-ci, avec André Liwicki, prolonge son activité politique à l'étranger.

L'Ukraine fut englobée par force dans l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Le régime économique et politique, encore pire qu'au temps des tsars, rend le joug bolchevique absolument insupportable.

Cependant tous ces malheurs ont exalté considérablement l'esprit du patriotisme en Ukraine. Sans être prophète, il est facile de prévoir que l'histoire ne s'arrêtera pas à l'état actuel des choses et qu'un jour prochain l'Ukraine sera de nouveau le théâtre d'événements importants.

ANNEXES

**CE QU'ON CONNAISSAIT DE L'UKRAINE
AU XVII^e, AU XVIII^e ET AU XIX^e SIÈCLES**

Au moyen âge, à l'époque de Wladimir et de Jaroslav les grands-ducs de Kiew, l'Europe occidentale et spécialement la France, connaissaient certainement mieux l'Ukraine qu'au moment où éclata la grande guerre de 1914.

Mais c'est sans doute au xvii^e et au xviii^e siècles que l'histoire de l'Ukraine fut la plus familière à l'Europe occidentale. Nous en trouvons quelques preuves dans l'ouvrage de M. D. Dorochenko, professeur à l'Université ukrainienne de Prague, directeur de l'Institut ukrainien à Berlin ¹.

Il est dans l'histoire ukrainienne deux périodes qui attirèrent surtout l'attention de l'Europe occidentale et qui suscitèrent la publication de nombreux livres, brochures et articles : l'époque de Bogdan Chmelnitzky et l'époque de l'Hetman Mazeppa qui avait formé le projet de libérer

1. Professeur D. Dorochenko. Die Ukraine und ihre Geschichte im Lichte der westeuropäischen Literatur des XVIII, und der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts. Sonderdruck des Abhandlungen des Ukrain. Wissenschaftlichen Instituts, Berlin.

l'Ukraine de Moscou et de créer un État indépendant avec l'aide des Suédois.

Les soulèvements de Bogdan Chmelnitzky portèrent non seulement un coup considérable à la République polonaise, mais mirent en état d'effervescence continue tout l'Est européen. Les peuples européens suivaient naturellement avec un vif intérêt la nouvelle force surgie à l'Est. Les relations du grand Hetman avec la Turquie, la Suède, la Transylvanie, le Brandebourg et l'Autriche répandirent son nom et celui de l'Ukraine parmi les milieux politiques de l'Europe. Il est intéressant de rappeler à ce sujet la lettre de Cromwell à Bogdan Chmelnitzky où le puissant dictateur invite l'Hetman à la lutte commune contre les papistes.

C'est sans nul doute cet intérêt, manifesté par l'Europe entière pendant la période des guerres de Chmelnitzky, qui fit écrire par Guillaume Le Vasseur de Beauplan un livre paru en 1640 sous le titre : *Description d'Ukraine, qui sont plusieurs provinces du Royaume de Pologne*. Le livre fut réédité en 1650, 1651, 1660 et 1661. En 1662, le livre fut traduit en latin (collection « geographia Blaviana »). En 1704, on en donne une traduction en anglais, rééditée en 1752. Une nouvelle édition de la traduction latine parut en 1769, et en 1780 une première traduction allemande. Malgré ces éditions successives, le livre de Beauplan était une rareté bibliographique au XVIII^e siècle et il fut presque intégralement reproduit dans l'ouvrage de M. Dubois (*Essai sur l'histoire littéraire de Pologne*, Berlin, 1778).

En 1663, parut encore un livre français sur les cosaques et l'Ukraine : *Histoire de la guerre des Cosaques contre la Pologne avec un discours de leur origine, pays, mœurs, gouvernement et religion*. A Paris, chez Claude Barbin (1663).

L'auteur, diplomate français, Pierre Chevalier, parle avec

une grande bienveillance de Bogdan Chmelnitzky qu'il qualifie ainsi : « un Cromwell reproduit en Russie, et qui n'estait pas moins ambitieux, brave et politique, que celui d'Angleterre ».

La seconde édition du livre parut en 1668 et bientôt après la traduction anglaise d'Edward Browne intitulée : *A discourse of the original, Country, Manners, Government and Religion of the Cossacks... and the history of cossacks against Poland*, London 1672.

Le traducteur, Edward Browne (1644-1708), voyageur et physicien connu, écrivit une préface très intéressante pour ce livre.

En 1674, paraît à Paris un livre de P. Linage de Veau-ciennes, inspiré par le vice-chancelier polonais Radziewski, émigré en France, livre intitulé : *L'origine véritable du soulèvement des Cosaques contre la Pologne* (p. 8-208).

Gaspard le Tend, écrivain et officier français qui fut longtemps au service de la Pologne, écrivit sous le pseudonyme de Hauteville un livre sur les *Relations historiques de Pologne* (Paris, 1683, 1687 ; Amsterdam, 1697, traduction allemande 1697, traduction anglaise 1697). La cinquième partie du livre : *De l'Ukraine et des Cosaques* (p. 61-113) est consacrée aux cosaques ukrainiens.

On pourrait mentionner encore nombre de brochures et de journaux où sont traitées avec intérêt les questions concernant les relations polono-ukrainiennes au milieu du XVII^e siècle. Indiquons tout au moins parmi les quotidiens la *Gazette de France*.

On ne parle pas moins de l'Ukraine et des Cosaques dans les ouvrages du XVII^e et du XVIII^e siècles consacrés à la Pologne ou à la Suède, notamment à Charles Gustav et à sa politique ukrainienne.

L'héroïsme de Mazeppa qui s'unissant à Charles XII tenta encore une fois d'accomplir ce geste qui n'avait réussi ni à Bogdan Chmelnitzky, ni à l'hetman Dorochenko, attira de nouveau l'attention de l'Europe entière sur l'Ukraine.

La presse européenne suivait avec un intérêt passionné les péripéties du drame qui se jouait à l'autre bout de l'Europe et dont les principaux acteurs étaient d'un côté Pierre le Grand, de l'autre Charles XII et Mazeppa.

La défaite du roi de Suède et avec elle l'écroulement des plans gigantesques de Mazeppa suscitèrent toute une littérature en Europe : de nombreux mémoires évoquèrent l'épopée de Mazeppa et servirent de base au livre de Voltaire qui parut en 1731 sous le titre : *Histoire de Charles XII, Roi de Suède, par M. de V..., Basle, Christoph Revis, 2 vol.*, livre qui a eu de nombreuses rééditions et traductions. Pour écrire son ouvrage, Voltaire eut recours non seulement aux sources imprimées, mais aussi aux témoignages des contemporains qui connurent personnellement Mazeppa : le comte Dezallier, l'ambassadeur de France à Constantinople, Stanislaw Leszczyński et quelques autres. L'ouvrage de Voltaire est célèbre et nous nous bornerons à citer le passage où le grand écrivain exprime son point de vue sur l'Ukraine :

« L'Ukraine a toujours aspiré à être libre ; mais étant entourée de la Moscovie, des États du grand-seigneur et de la Pologne, il lui a fallu chercher un protecteur, et par conséquent un maître, dans l'un de ces États. Elle se mit d'abord sous la protection de la Pologne, qui la traita trop en sujette ; elle se donna ensuite à la Moscovie, qui la gouverna en esclave autant qu'elle le put. D'abord les Ukrainiens jouirent du privilège d'élire un prince sous le nom de général ; mais bientôt ils furent dépouillés de ce droit, et leur général fut nommé par la cour de Moscou. »

Voltaire précise également dans son œuvre qu'il est le premier à parler impartialement de l'Ukraine et de sa destinée, car Beauplan s'était montré favorable à la Pologne.

Une vague de représailles sévit sur toute l'Ukraine après l'échec de Mazeppa — les représailles avaient pour but d'affaiblir les Cosaques et d'en finir ainsi à tout jamais avec leur « prétendu séparatisme ». — Cette époque est très bien située dans les mémoires du général Christoph Hermann Manstein (1711-1754). D'origine allemande, officier de l'armée prussienne, celui-ci entra en 1736 au service de la Russie. Comme officier russe il prit part à la guerre contre la Turquie, ainsi qu'à plusieurs émeutes, mais sous le règne de l'impératrice Élisabeth, il dut quitter la Russie pour retourner en Prusse.

Manstein écrivit des mémoires sur son séjour en Russie, il les composa d'abord en allemand, mais les traduisit en français pour Frédéric le Grand. Ces mémoires ne parurent que quatorze ans après la mort de Manstein sous le titre : *Mémoires historiques et militaires sur la Russie, depuis l'année 1727 jusqu'à 1747...*, ouvrage écrit en français par le Général de Manstein. Avec la vie de l'auteur par M. Huber et une carte géographique. Leipzig, 1771, xviii-589 (16).

Le livre eut un gros succès, fut réédité en 1771 à Amsterdam, en 1772 à Lyon. Toute une partie du livre est consacrée à l'Ukraine : le mouvement des Cosaques de l'Ukraine et ce qu'est ce peuple. L'auteur y parle longuement de la géographie du pays, des mœurs ukrainiennes et de l'histoire des Cosaques qui perdirent leur indépendance après la défaite de l'Hetman Mazeppa.

Notons encore un ouvrage en langue française sur l'Ukraine au xviii^e siècle, ouvrage paru en 1788 et intitulé : *Annales de la Petite-Russie, ou histoire des Cosaques zapo-*

rogues et des Cosaques de l'Ukraine ou de la Petite-Russie, depuis leur origine jusqu'à nos jours, suivie d'un abrégé de l'histoire des Hetmans, des Cosaques et des pièces justificatives, traduction d'après les manuscrits conservés à Kiew, enrichie de notes, par J. Benoit Scherer, pensionnaire du Roi, etc. à Paris, chez Guchet, libraire, rue et hôtel Serpente, M. D. CC. LXXXVIII. Avec approbation et privilège du Roi.

D'origine alsacienne, Johann Benedict Scherer naquit à Strasbourg, fit ses études en Allemagne, puis, comme attaché à l'ambassade française, il séjourna assez longtemps à Pétersbourg. Ayant quitté la diplomatie, il occupa une haute fonction à Strasbourg. Il s'expatria sous la Révolution française et alla vivre en Allemagne. Il écrivit plusieurs livres dont le meilleur est certainement celui que nous venons de citer. Dans sa préface, Scherer dit qu'il a voulu décrire un peuple avant tout célèbre pour son patriotisme et dont l'histoire est pleine d'intérêt pour l'Europe.

D'autant plus, poursuit en résumé l'auteur, que l'histoire des Cosaques peut être comparée à celle des peuples antiques : la même éducation spartiate, la même persévérance que chez les Romains à défendre leur pays et leur foyer.

L'ouvrage de Scherer a servi de base à l'ouvrage de M. Lesure, paru en 1814 sous le titre de : *Histoire des Cosaques précédée d'une introduction ou coup d'œil sur les peuples qui ont habité le pays des Cosaques* (t. I, VIII-405 p. ; t. II, p. 420, 80). D'après la préface de l'auteur, cet ouvrage fut commandé par le gouvernement français à un moment où l'Ukraine suscitait un grand intérêt parmi les milieux officiels.

Le marquis Gabriel de Castelnau s'inspira également du livre de Scherer pour écrire son *Essai sur l'histoire ancienne et moderne de la nouvelle Russie* (3 vol.).

Castelnau qui s'orientait difficilement dans l'histoire ukrainienne distingue néanmoins le peuple ukrainien, « qu'on pourrait appeler russe », précise l'auteur, des Grands-Russes ou moscovites, qui diffèrent entièrement, surtout par le caractère que la fertilité du pays porte à l'indolence.

Nous citerons en terminant le livre de Prosper Mérimée sur *Les Cosaques d'autrefois*, qui parut à Paris en 1863.

II

LE PROBLÈME UKRAINIEN SOUS LE SECOND EMPIRE

CASIMIR DELAMARRE ET LE PANSLAVISME

Sous le second Empire, le panslavisme se présentait comme une idée menaçante en dehors même de l'Europe Centrale. En France, on le considérait avec beaucoup d'appréhension. Ce n'est certes pas le panslavisme qui venait des petits peuples slaves opprimés de l'Europe Centrale qui inquiéta nos hommes politiques du second Empire.

C'est le panslavisme propagé par Moscou et par Saint-Petersbourg qui leur apparaissait comme un élément dangereux, comme un moyen très favorable à la réalisation des plans de l'Empire russe.

Mais de quel droit Moscou prétendait-elle diriger le mouvement panslaviste ? Était-elle slave elle-même ?

Un publiciste de l'époque, Casimir Delamarre, affirma catégoriquement le contraire. S'appuyant sur les Polonais Duchinski et de Viquesnel ¹, il démontra que ceux que l'on

1. *Recherches historiques sur quelques points de l'histoire générale des peuples Slaves et de leurs voisins les Turcs et les Finnois*, 1868.

nomme communément les « Russes » sont non pas des slaves, mais des tourano-finnois parlant seulement une langue slave. Les vrais Russes et les vrais Slaves sont les Ruthènes qui se divisent en Blanc-Ruthènes et en Petits-Russiens (Delamarre ne les désigne pas sous le terme d'Ukrainiens).

Il est évident que les éléments touranien et surtout finnois ont eu une grande influence sur la formation du peuple russe ou grand-russien. Les historiens actuels ne négligent pas non plus l'élément slave qui compte aussi pour beaucoup dans le développement de ce peuple. Mais c'est la tendance que l'on eut à ne considérer que ce dernier qui poussa Casimir Delamarre à faire comprendre l'importance du problème ukrainien, à différencier ce peuple du peuple moscovite, et à montrer l'injustice qu'il y eut à oublier l'Ukraine en la confondant avec la Moscovie.

Casimir Delamarre fut l'auteur d'une proposition au corps législatif du second Empire, qu'il a formulée dans une lettre adressée à « MM. les Ministres et Commissaires du Gouvernement chargés de la défense du budget et à MM. les Députés au corps législatif ».

Cette lettre fut publiée en 1868 sous le titre : *Un pluriel pour un singulier et le panslavisme est détruit dans son principe*. A cette publication, Delamarre en ajoute une autre : *La clef de mon pluriel*. C'est une carte « linguistique, ethnographique et politique de l'Europe Orientale : Russie, Autriche, Turquie ».

Sa thèse était simple : il existait au collège de France une chaire de langue et de littérature slaves, il demanda qu'on lui attribuât le nom de chaire *des langues et des littératures slaves*. Le singulier devait être changé en pluriel, puisqu'il existait plusieurs langues slaves.

La question fut effectivement posée devant le corps

législatif au moment de la discussion du budget du Ministère de l'Instruction publique, le 18 juillet 1868.

Elle comptait même deux amendements analogues présentés par des fractions opposées de la Chambre, ce qui prouva l'unanimité des députés dans leur opposition au panslavisme.

C'est Carnot qui défendait chaleureusement cette thèse, qui fut d'ailleurs admise à l'unanimité par le corps législatif et acceptée par le Ministère qui fit signer par l'Empereur le 20 novembre 1868 un décret changeant « le singulier en pluriel ».

Ainsi, Casimir Delamarre triompha. Mais il ne se contenta pas de ce succès et posa une nouvelle question : il voulait qu'on modifiât le programme de l'enseignement de l'histoire russe, qu'on y parlât non seulement des soi-disant Russes, c'est-à-dire des Moscovites, des Tourano-Finnois, mais aussi des vrais Russes, des Ruthènes, c'est-à-dire des Ukrainiens. Il y eut une nouvelle « pétition au Sénat de l'Empire demandant une réforme de l'enseignement de l'histoire ».

Cette pétition fut publiée sous ce titre : *Un peuple Européen de quinze millions oublié devant l'histoire* (Paris, 1869).

Cet ouvrage fut suivi d'un rapport lu à la Société de Géographie et qui ne fut publié qu'après la mort de Casimir Delamarre : « Qu'est-ce qu'un Russe ? » (Paris, 1871).

C'est le précédent ouvrage qui nous intéresse spécialement ici, car c'est celui dans lequel Casimir Delamarre parle surtout de la Ruthénie ou Ukraine. Nous donnerons donc quelques extraits de cet ouvrage et nous le ferons suivre des citations de la lettre de Casimir Delamarre sur *Un pluriel pour un singulier*. Il nous paraît également utile de reproduire ici une scène de la séance du corps législatif du 18 juillet 1868.

D'abord quelques mots sur Casimir Delamarre lui-

même. Il est né dans la Seine-Inférieure en 1796 ou 1797. Il fut avant tout un financier et devint régent de la Banque de France. Propriétaire pendant de longues années du journal *la Patrie*, grâce à son ton indépendant et à ses capacités en matière économique il lui donna une grande autorité. Le 29 février 1852, il fut élu député au Corps législatif, mais ne fut pas réélu aux élections du 22 juin 1857.

Outre les ouvrages dont nous venons de parler, il a publié plusieurs livres économiques et techniques. Il est mort à Paris le 18 février 1870¹.

UN PEUPLE EUROPÉEN DE QUINZE MILLIONS OUBLIÉ DEVANT L'HISTOIRE

*Pétition au Sénat de l'Empire demandant une réforme
dans l'enseignement de l'histoire.*

Par Casimir DELAMARRE.

« Monsieur le Président, Messieurs les Sénateurs,

« Il existe un immense empire qui recouvre la moitié de l'Europe et le tiers de l'Asie, qui menace à la fois l'Autriche et la Turquie, la Perse, l'Inde et la Chine. Cet empire, qui s'accroît sans cesse, c'est l'empire de Russie.

« Il est composé d'une mosaïque de peuples dont la plupart

1. Nous devons signaler ici que le nom de Casimir Delamarre est sorti de l'oubli grâce à un journaliste ukrainien, M. Jeremief, qui a publié des extraits de ses œuvres dans la revue *Prométhée* en 1928 (N. N. 18, 20, 22).

frémissent sous le joug et il a été formé par la conquête de l'un de ces peuples sur tous les autres. Les Moscovites sont le peuple conquérant ; quant aux peuples conquis, la liste en serait infinie ; bornons-nous à citer les Ruthènes, les Lithuaniens et les Polonais, dont il sera question dans cette pétition. »

Pourquoi cette figure à deux faces ? Parce qu'il se rencontre à la fois dans l'empire des peuples slaves du côté de l'Europe et des peuples touraniens du côté de l'Asie, et que, d'autre part, dans ces deux directions opposées, il y a encore à conquérir et des peuples slaves et des peuples touraniens. Il faut donc se présenter à chacun comme un frère qui vous tend les bras.

Mais, dans l'intérieur de l'empire, où se trouve la ligne de partage de ces deux éléments contraires, c'est-à-dire la ligne qui sépare les civilisations européenne et asiatique, les civilisations particulariste et communiste ?

De quel côté cette ligne classe-t-elle les Moscovites, le peuple qui a fondé et qui gouverne l'empire ? En un mot, les Moscovites sont-ils Slaves ou Touraniens ?

Le gouvernement de Pétersbourg dont l'intérêt est de faire considérer les Moscovites comme Slaves, poursuit une campagne scientifique dans ce sens, car la science est une arme politique puissante en ses mains.

Les savants européens sont partagés ; quelques-uns, trompés par un habile échafaudage de mensonges historiques, penchent pour la slavité des Moscovites ; d'autres, au contraire, estiment que les Moscovites sont Tartares par leurs origines et leurs instincts, bien qu'ils parlent une langue slave, qui est le russe.

Les conséquences politiques de ce débat scientifique sont considérables ; car si les Moscovites ne sont pas même

Slaves, si leur civilisation et leurs mœurs diffèrent radicalement de celles des Slaves, conquis par eux, ils perdent tout droit à leur possession, du moment que ceux-ci protestent contre la conquête.

Et, en effet, la réunion arbitraire en une prétendue unité de plusieurs peuples qui parlent des langues slaves, profite directement au panslavisme, qui n'est pas autre chose que cette réunion même.

Elle a pourtant lieu sous nos yeux. Nous voyons, en effet, l'enseignement universitaire confondre deux peuples en réalité dissemblables, bien plus, réellement opposés, et par leurs civilisations contradictoires, et par toutes les traditions de leur histoire.

Ces deux peuples sont les Moscovites et les Ruthènes, confondus sous le nom commun de Russes.

Placés entre la Moscovie et la Pologne proprement dite, les Ruthènes, auxquels seuls s'appliquaient autrefois les noms de Russes et de Russiens, ont été conquis par les Moscovites au siècle dernier, et le peuple conquérant s'est appliqué à lui-même le nom de peuple vaincu, afin de se donner des droits apparents à sa possession. C'est ainsi que les mots Russe et Moscovite nous paraissent aujourd'hui synonymes, tandis qu'en réalité ils sont pour l'historien radicalement différents.

Cette confusion intentionnelle a permis aux Moscovites d'absorber jusqu'à l'histoire même des Ruthènes, comme si un fait politique postérieur pouvait réagir sur l'histoire des époques antérieures.

Il est donc vrai de dire qu'il y a en Europe un peuple oublié devant l'histoire, auxquels seuls s'appliquaient autrefois les noms de Russes et de Russiens, c'est le peuple ruthène,

nation de 15 millions d'hommes¹, c'est-à-dire aussi nombreuse que les habitants de l'Espagne, trois fois plus considérable que ceux de la Bohême, égale enfin à tous les sujets de la couronne de Saint-Étienne.

Ce peuple est-il anéanti ? Assurément non. Il existe, il a une histoire qui ne se confond pas avec celle de la Pologne, encore moins avec celle de la Moscovie ; il a ses traditions, il a sa langue, à la fois différente du russe et du polonais ; il possède enfin son individualité marquée, qu'il ne cesse de revendiquer.

L'histoire doit donc aux Ruthènes de les distinguer nettement et des Moscovites et des Polonais, parce qu'ils en furent distincts dans le passé comme ils en sont distincts dans le présent.

Nous demandons donc que, par de très brèves additions aux programmes pour l'enseignement de l'histoire, la séparation de l'histoire de ces trois peuples soit effectuée pour les périodes où elle fut distincte, et que leurs noms particuliers leurs soient restitués durant ces mêmes périodes, par cette raison que les trois noms de Polonais, Ruthènes et Moscovites sont les seuls qui permettent aujourd'hui de distinguer nettement les trois peuples.

Le programme officiel ne mentionne la Russie pour la première fois qu'avec le nom de Pierre le Grand, et encore à l'occasion d'un fait accidentel, de sa lutte avec Charles XII.

Ce n'est pas là caractériser l'histoire de la Moscovie. Ce duel glorieux ne fut qu'un épisode passager ; la lutte caractéristique qui seule peut faire comprendre le rôle des Moscovites en Europe, ce sont les combats séculaires qu'ils

1. Actuellement plus de 37 millions.

livrèrent aux Ruthènes et aux ducs russiens qui les gouvernaient, ensuite au grand-duché de Lithuanie, qui avait absorbé ces derniers, puis enfin la République de Pologne, dont les limites embrassèrent plus tard le grand-duché de Lithuanie, volontairement uni à elle.

En réalité, quels qu'aient été les noms politiques des régions habitées par les Ruthènes, c'est ce peuple, seul d'abord, aidé plus tard par les Lithuaniens et ensuite par les Polonais, qui supporte depuis sept siècles l'effort sans cesse renouvelé des Moscovites marchant sur l'Europe comme ils y marchent encore.

Cette continuité des attaques de la Moscovie contre les populations slaves du Dniéper et, en leur personne, contre les peuples européens, constitue le caractère primordial de l'histoire de l'Europe orientale et cependant le programme n'en laisse pas soupçonner l'existence.

Bien plus, le nom même des Moscovites et celui du Tzarat de Moscovie sont également oubliés. Les jeunes gens sortant des lycées ignorent le nom du peuple qui a fondé le plus vaste des empires, qui a conquis les Ruthènes, les Lithuaniens et les Polonais, et tant d'autres nations.

Ils ignorent que tous les prédécesseurs de Pierre le Grand étaient tsars de Moscovie et autocrates des Moscovites et que ce prince lui-même ne put se faire décerner, par son propre Sénat, le titre d'empereur de toute la Russie (1^{er} novembre 1721) qu'à la suite de la bataille de Poltava (1709) qui l'avait rendu maître de la Petite-Russie, pays habité par les Ruthènes. C'était la première Russie conquise par les Moscovites.

Note. — C'est l'Europe entière qui fut vaincue avec Charles XII à Poltava. Le lendemain de cette victoire, pour

la première fois les Moscovites mirent définitivement le pied en Europe en s'emparant de la Petite-Russie.

Cette victoire est si importante à leurs yeux qu'encore aujourd'hui elle est l'objet d'une fête officielle et religieuse dans tout l'empire, bien que les fêtes commémoratives d'autres victoires aient été supprimées.

Actuellement encore, les Ruthènes, dits Petits-Russes ne donnent pas le nom de Russes aux Moscovites ; ils revendiquent leur autonomie et sont considérés par le gouvernement de Pétersbourg comme des ennemis plus dangereux même que les Polonais.

Ainsi se trouve sanctionnée publiquement, par l'enseignement historique français, l'usurpation peut-être la plus monstrueuse que signalent les annales de l'histoire, celle du nom du peuple vaincu, dont le peuple conquérant s'est revêtu comme d'un vêtement.

L'histoire en effet, ne doit pas oublier qu'avant Pierre I^{er}, ceux que nous nommons aujourd'hui Ruthènes s'appelaient Russes ou Russiens, et leurs pays, les Russies ou les Ruthénies, et que ceux que nous appelons Russes se nommaient Moscovites et leur patrie la Moscovie.

Note. — Même sous Pierre I^{er}, le savant géographe Delisle, dans son atlas publié en 1721, ne donne aux États de ce prince d'autre nom que celui de tzarat de Moscovie. — Plus tard on a appelé la Moscovie *Grande-Russie* et ses habitants les *Grands-Russes*, dans la nécessité absolue d'opérer une distinction d'avec la vraie Russie et les véritables Russes.

A la fin du siècle dernier, tout le monde en France et en Europe savait parfaitement distinguer les Russies de la Moscovie ; des études spéciales conduisent seules aujourd'hui à ce résultat.

Pourquoi cette différence ? Uniquement parce que, depuis un siècle, le gouvernement moscovite travaille à répandre sur la signification véritable de ces deux mots une confusion complète.

Rétablissons donc la vérité dans l'enseignement historique du passé ; elle servira puissamment à éclairer le présent et à faire entrevoir les dangers de l'avenir.

Cessons de réunir arbitrairement sous le nom commun de Russes les Ruthènes, qui sont slaves, aux Moscovites, dont la slavité est plus que contestée. Cessons de sanctionner par notre enseignement le seul fait qui rend possible le panslavisme moscovite, l'identité prétendue des Ruthènes et des Moscovites ; cessons en un mot d'être panslavistes nous-mêmes.

Examinons donc ce que nous enseigne l'histoire. Elle nous enseigne tout le contraire de ce que le gouvernement de Pétersbourg s'efforce d'accréditer.

L'histoire nous apprend que Rurik n'est pas le fondateur de l'empire russe et que Novogorod-la-Grande, dont ce chef normand fit la conquête en 864, n'en fut pas la première capitale.

Parce que les successeurs de Rurik, qui se fixèrent à Kiew, furent finalement anéantis par les souverains de Moscou, et parce que Novogorod, devenue une république slave indépendante dans le cours du x^e siècle, elle fut en guerre continuelle contre ces mêmes souverains qui la réunirent de force à la Moscovie au xvi^e siècle, après l'avoir déjà ruinée au xv^e.

Et pourtant le gouvernement de Pétersbourg a fait élever, en 1862, à Novogorod, un monument commémoratif du prétendu anniversaire millénaire de la fondation de l'empire par Rurik, qui, arrivant de Scandinavie, avait paru sous les murs de cette ville en 862.

Pourquoi le gouvernement de Pétersbourg reniait-il ainsi publiquement la ville de Moscou ? Parce que, mieux que personne, il sait que la Moscovie n'est pas un pays slave et que, voulant se donner aux yeux de l'Europe une origine slave, il lui fallait pour berceau une ville slave. Le nom de Novogorod remplissait cette condition ; il fut choisi pour tromper l'Europe, bien que cette ville ne soit annexée à la Moscovie que depuis trois cents ans.

L'histoire nous apprend que les *duchés russiens*, fondés par les successeurs de Rurik sur les populations slaves du Dniéper, que nous appelons aujourd'hui Ruthènes, ne peuvent être considérés davantage comme le noyau de l'empire russe actuel, et que la ville de Kiew, siège principal de leur puissance, n'a pu à aucune époque être la capitale de ce qui devint l'empire de Russie.

Et cela parce que les ducs russiens ne cessèrent jamais d'être en guerre contre les princes de Moscou ; parce que Kiew, comme Novogorod, fut prise et saccagée par eux ; parce qu'enfin, avec le secours des Tatars dont ils étaient vassaux, les souverains de la Moscovie s'efforcèrent de dominer les duchés russiens, loin d'être jamais dominés par eux.

Le gouvernement de Pétersbourg soutient pourtant une doctrine historique absolument contraire.

L'histoire nous apprend quels furent les réels fondateurs de l'empire russe et le lieu où il prit naissance.

Ce lieu, ce sont les bords de la Moscova et de la Klazma ; ces fondateurs, ce furent Youri Dolgorouki et son fils André de Bogolub, qui, vers le milieu du xi^e siècle, fondèrent la principauté de Souzdalie, dont la capitale était Vladimir, et bâtirent la ville de Moscou.

Peu à peu le nom de Moscovie se substitua à celui de

Souzdalie, et le nouvel État s'agrandissant par la conquête, devint cet empire colossal qui s'étend de la Baltique à la mer du Japon. La Moscovie est donc le noyau de l'empire russe, absolument comme le duché de l'Île-de-France de Hugues Capet est le noyau de l'empire français.

A peine fondée, le rôle de la Moscovie se dessinait : attaquer et détruire les Slaves du Dniéper, que nous appelons aujourd'hui Ruthènes, et marcher à l'ouest.

Ce rôle ne s'est pas démenti : après le Dniéper, le tour de la Vistule est venu ; après la Vistule viendront les Carpathes, le Danube et le Bosphore, si l'Europe divisée laisse faire.

Cette détermination des véritables origines de l'empire russe est le plus important des enseignements de l'histoire.

L'histoire des Ruthènes est en effet oubliée en entier, puisqu'on les présente comme ne faisant qu'un avec celle de la Moscovie. En séparant les Ruthènes des Moscovites, on brisera d'un seul coup toutes les attaches de ces derniers avec les peuples slaves.

En résumé, nous ne demandons pas autre chose que l'insertion de ces lignes au programme. D'un mot, le Sénat peut la provoquer ; ce mot, le patriotisme éclairé de MM. les sénateurs le leur fera prononcer.

Ainsi se trouvera renversé l'échafaudage historico-politique que la Moscovie a mis *un siècle* à construire ; il sera détruit, car les professeurs d'histoire seront amenés à distinguer les Ruthènes des Moscovites et à caractériser le rôle destructeur des Moscovites en Europe, dont l'empire n'a d'autre loi de formation et d'existence que la conquête. »

Paris, février 1869.

Casimir DELAMARRE.

UN PLURIEL POUR UN SINGULIER ET LE PANSLAVISME
EST DÉTRUIT DANS SON PRINCIPE

*Lettre à MM. les Ministres et Commissaires du Gouvernement
chargés de la défense du budget, et à MM. les Députés
du Corps législatif.*

Par Casimir DELAMARRE

Membre de la Commission centrale de la Société de Géographie
de Paris et de la Société des Economistes.

Messieurs,

« Le panslavisme, vous le savez, est ce plan politique de la Russie par lequel cette puissance s'efforce d'attirer vers elle les populations slaves de l'Autriche et de la Turquie, en se fondant sur une doctrine qui prétend que les divers groupes slaves ne forment, au point de vue ethnographique, qu'un seul et même peuple, parlant une seule et même langue, dont toutes les différences ne constitueraient que de simples dialectes.

« Mais ce que beaucoup de personnes ignorent certainement, c'est que le panslavisme, si redoutable pour la paix de l'Europe, puisqu'il ne tend à rien moins qu'au renversement de la monarchie autrichienne et de l'empire ottoman, c'est que le panslavisme est né en France, a été formulé en projet de loi en 1840 par M. Cousin, Ministre de l'Instruction Publique, a été soutenu par le Cabinet d'alors que présidait l'honorable M. Thiers, enfin, a été décrété par la Chambre des députés, et est resté depuis vingt-huit ans une loi fran-

caise, renouvelée chaque année par le vote de la Chambre élective.

« Au mois d'avril 1840, M. Cousin, Ministre de l'Instruction Publique dans le Cabinet présidé par l'honorable M. Thiers, proposa à la Chambre des députés un projet de loi ayant pour but de créer une chaire de *langue et de littérature slaves* au Collège de France.

« — Près de 70 millions d'hommes, dit *Le Moniteur* des 20 et 21 avril 1840, parlent la langue slave, et cet idiome, si riche et si varié dans ses dialectes, offre aussi au plus haut point un intérêt politique ¹.

« Sur le même sujet l'exposé des motifs s'exprime ainsi :

« Près de 70 millions d'individus parlent différents dialectes de cette langue. C'est près d'un tiers de la population européenne. *Tout l'empire russe* est slave ².

« La discussion s'ouvrit dans la séance du 18 juin 1840 et M. Cousin vint à la tribune soutenir son exposé des motifs. Une seule protestation s'éleva, ce fut celle de M. Auquis-député.

1. L'intérêt politique était précisément de ne pas créer une unité imaginaire qui, proclamée à Paris dans le sanctuaire intellectuel de l'Europe, est devenu le *pan slavisme*. (C. D.)

2. Quelle monstruosité ! Sans parler des Grands-Russes ou Moscovites, les Tartares, que depuis un siècle la Russie ne cesse de conquérir, sont-ils Slaves ? la Sibérie est-elle slave ? la Finlande, la Laponie, l'Estonie, les Arméniens, la Géorgie, la Bessarabie, le Caucase, sont-ils slaves ? C'est tellement monstrueux que l'on reste confondu à la pensée qu'un ministre de l'Instruction publique de France ait pu approuver une pareille énormité. Le ministre de l'Instruction publique de Saint-Petersbourg ne parlerait pas autrement. (C. D.)

« Le projet de loi fut néanmoins voté, et, depuis cette époque, la doctrine de l'existence d'une langue slave a force de loi en France.

« Lutte donc maintenant contre le panslavisme, qui pourtant est une chose aussi monstrueuse que si nous voyions surgir un pangermanisme tendant à absorber les États scandinaves et l'Angleterre, ou un panlatinisme visant à fondre en un seul empire la France et les Péninsules italienne et ibérique !

« La Russie n'a pas laissé tomber dans l'oubli ce vote funeste. Elle se décida, bien qu'avec beaucoup de circonspection, à montrer publiquement le slavisme comme son second levier politique, car jusqu'alors elle ne s'était servi que de l'orthodoxie.

« Aussitôt la loi votée en France, dès le mois de juin de la même année, paraît un *oukaze* où, pour la première fois, le Cabinet de Saint-Petersbourg déclara qu'il était démontré, par l'histoire et par l'OPINION PUBLIQUE DE L'EUROPE, que les Grands-Russes sont unis aux Russes-Blancs et aux Petits-Russes par les liens d'une commune origine slave ¹.

« Depuis cette époque le gouvernement de Saint-Petersbourg n'a fait qu'accuser chaque jour davantage son rôle de prétendu protecteur des Slaves, et ses savants, se fondant sur la loi française qui proclamait une unité absurde, n'ont cessé

1. Les Grands-Russes ou Moscovites sont ce que nous appelons vulgairement Russes : ils sont Turco-Finnois, bien que parlant une langue slave, et appartiennent à la grande race touranienne, dont le génie est très différent de la race arya-européenne.

Les Russes-Blancs et Petits-Russes sont, ainsi que les Polonais, de véritables Slaves, que les Moscovites ont à diverses époques réunis par force à leur empire, et dont ils ont usurpé pour eux-mêmes le nom de *Russes*, afin de se donner une apparence européenne. (C. D.)

d'enseigner partout cette unité elle-même, prétendant que *le slave* que nous venions d'inventer si à propos et qu'il fallait bien au nom de la loi reconnaître quelque part, ne pouvait être que *le russe* et que toutes les autres langues slaves n'étaient que des dialectes de celui-ci.

« Ces erreurs scientifiques sont propagées partout par la Russie. A l'intérieur de l'empire elles deviennent le prétexte de cérémonies publiques destinées à frapper l'imagination du peuple russe, au dehors elles sont un puissant moyen de propagande ; témoin le faux monument historique de Novogorod élevé en 1862, le Congrès panslave de Moscou de l'année dernière, les fêtes toutes récentes de Prague, et celles de Saint-Petersbourg du 23 mai courant, en l'honneur des saints Cyrille et Méthode, dans la personne desquels on veut personnifier le slavisme.

« C'est le moment pour la France de renoncer à enseigner ces erreurs.

« Oui, reconnaissons sans hésitation que MM. Thiers et Cousin se sont trompés, et, sans récriminer contre personne, sans rappeler l'isolement de la France en 1840 et les désirs du Cabinet de se rapprocher momentanément de la Russie même en sacrifiant l'avenir, cessons d'enseigner une chose qui n'existe pas, c'est-à-dire une langue slave ; cessons d'appeler la chaire du Collège de France chaire *de langue et de littérature slaves*, afin qu'il n'y ait pas un jour *un seul peuple slave*, qui cette fois s'appellera bien *russe*.

« A partir de 1869, donnons donc à cette chaire le titre Officiel de chaire *des langues et des littératures slaves* ; non seulement le contre-coup de notre décision se fera vivement sentir à Saint-Petersbourg, qui verra brisée entre ses mains l'arme scientifique que nous lui avions forgée comme à plaisir, mais les véritables Slaves seront grandement recon-

naissants à la France de la justice qu'elle leur aura rendue.

« On voit que, pour combattre le panslavisme, *la plus grande menace de l'avenir*, nous ne demandons ici ni aggravation des charges du budget, ni alignement de gros bataillons, mais simplement la substitution d'un pluriel à un singulier.

« Daignez agréer...

22 mai 1868.

Casimir DELAMARRE.

LE MONITEUR UNIVERSEL

Journal Officiel de l'Empire Français.

N° 200. — 18 juillet 1868.

CORPS LÉGISLATIF

(Séance du vendredi 17 juillet 1868.)

M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER. — *Viennent maintenant deux autres amendements, pour ainsi dire identiques, qu'il est bon, je crois, de soumettre à une seule et même délibération, et à un seul vote.*

VOIX NOMBREUSES. — *Oui ! Oui !*

M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER. — *Le premier de ces amendements, présenté par MM. Nogent Saint-Laurent, Josseau, Larrature, Arman, le marquis de Saint-Hermine, Delamarre (de la Creuse), Millon, est ainsi conçu :*

« Page 778.

« Chapitre XII.

« Collège de France.

« A la colonne Observations, au lieu de : *Langue et littérature slave*, mettre : *Langues et littératures slaves*.

« Le second, présenté par MM. Carnot, Jules Simon et Pelletan, est ainsi conçu :

« Supprimer la chaire de *langue et littérature slave* et la remplacer par une chaire de *langues et littératures slaves comparées* ».

La parole est à M. Carnot.

Voici les passages essentiels de son discours :

M. CARNOT. — Parmi les chaires du collège de France, consacrées à l'enseignement des langues et des littératures étrangères, il y en a une qui porte ce titre « Langue et littérature slave », comme s'il n'y avait pas plusieurs nations slaves, ayant chacune sa langue et sa littérature, comme si les Polonais, les Ruthènes, les Tchèques, les Bulgares, pouvaient être confondus.

« Mais dès que l'erreur est publiquement signalée, comme sa persistance pourrait accréditer une idée fautive et dangereuse, il est nécessaire de la rectifier.

« La question se pose aujourd'hui en ces termes :

« Si le Corps législatif, averti, maintenait néanmoins tel qu'il est le titre de la chaire dont nous parlons, d'abord il confirmerait implicitement un mensonge, un mensonge presque risible, il faut le dire, dans l'état actuel des connaissances philologiques. Puis, ce qui est beaucoup plus grave, en établissant par la confusion des langues la confusion des peuples, il légitimerait, autant que faire se peut, l'ambition de la Russie, qui prétend couvrir de sa grande étiquette

panslaviste tous les pays qui la séparent de la Turquie et aussi ceux qui la séparent de l'Autriche et de la Prusse. Mesurez, messieurs, les conséquences d'une pareille déclaration.

« Si, au contraire, par l'adoption de l'un ou de l'autre des amendements qui vous sont proposés, vous reconnaissez ce qui est assuré, la pluralité des nations slaves, chacune d'elles se sentira moralement plus forte dans sa résistance au système des annexions moscovites.

« Voulez-vous savoir ce que pense le gouvernement russe à cet égard ? Lisez dans ses journaux ce qu'ils disent de nos amendements, et vous verrez, à la violence de leur langage, s'il s'agit d'une simple dispute de mots.

« Vous ne sauriez croire avec quelle impatience, partisans ou adversaires du panslavisme attendent votre décision. Vraiment, ce serait à donner de l'orgueil que de voir attacher tant de prix au changement de quelques lettres, uniquement parce que ce changement sera le fait des représentants de la France.

« Ah ! messieurs, ne négligeons jamais une occasion, si petite qu'elle paraisse, de conserver à notre pays une influence méritée par les services qu'il a rendus à la civilisation. (*Très bien ! Très bien !*)

« J'ai dû vous montrer d'abord que notre proposition est chose très sérieuse ; laissez-moi maintenant vous dire combien elle est juste.

« Ce n'est pas ici le lieu de faire une leçon de linguistique ou d'ethnologie ; je veux simplement énoncer quelques faits qui ne sont guère contestés ou ne le sont du moins que dans un intérêt politique.

« On nous a distribué dernièrement une carte très intéressante : si quelques-uns d'entre vous l'avaient sous les yeux,

ils pourraient y suivre aisément les très courtes explications dans lesquelles je vais entrer.

« On peut classer les peuples slaves, d'une manière générale, en deux groupes géographiques très distincts et qui ne se touchent par aucun point.

« Le premier de ces groupes, celui du nord, se décompose ainsi :

« Les Polonais ;

« Les Ruthènes, qui se subdivisent eux-mêmes en Petits-Russes et en Russes-Blancs ;

« Les Tchèques, auxquels se rattachent les Moraves et les Slovaques de la Hongrie ;

« Enfin, les Grands-Russes ou Moscovites, qui sont slaves seulement par le langage et point du tout par les mœurs et les institutions.

« Les mots de Russe et de Russie ne désignent précisément ni une race, ni une nation, ni même un pays ; mais un État, un assemblage politique. Encore cet assemblage a-t-il singulièrement varié.

« Lorsque Catherine II se proclama impératrice de toutes les Russies, elle déclara ne pas comprendre dans son empire certaines provinces qui portaient aussi le nom de Russie, mais qui appartenaient à la Pologne, comme si elle faisait une distinction entre *ces conquêtes effectuées et les conquêtes ajournées*.

« Les Slaves méridionaux sont séparés de ceux du Nord par une longue et large bande de territoire, qui s'étend depuis la frontière de la Bavière jusqu'à la mer Noire, territoire habité à l'ouest par des Allemands, à l'est par les Roumains, d'origine latine, au centre par les Magyars, d'origine finnoise, donc asiatique, mais que l'éducation européenne a depuis longtemps modifiés et chez lesquels domine le sentiment

individualiste, si puissant chez les Slaves. Au midi de ce territoire sont deux grandes familles nationales : les Serbo-Croates et les Bulgares.

« Ces divisions, que je viens d'indiquer très sommairement, suffisent pour témoigner de la pluralité des nations slaves.

« Chacune d'elles a sa langue propre ; on en compte jusqu'à neuf, je crois, assez différentes les unes des autres pour être opposées, rapprochées, comparées, comme le sont par les philologues les idiomes de souche latine ou de souche teuto-nique.

« Mais ce qui est étrange, c'est que le pays qui aspire à une domination sur le monde slave est précisément contesté lui-même dans sa qualité de slave.

« Je ne veux pas, vous le pensez bien, traiter ici la question, si controversée depuis quelques années, de l'origine des Moscovites : sont-ils Aryens, sont-ils Touraniens ? Les académies savantes nous éclaireront sur ce point, et, mieux peut-être que les académies savantes, la simple comparaison des mœurs populaires qui distinguent essentiellement les Européens des Asiatiques.

« Les autorités imposantes ne manquent pas d'alliance à ceux qui refusent aux Russes le titre de Slaves et la première de ces autorités, c'est l'*impératrice Catherine II* elle-même.

« Dans un Mémoire sur les livres destinés aux écoles de son empire, elle s'exprimait de cette façon :

« Quoique les Russes diffèrent des Slaves par les origines, il n'y a pas entre eux de répulsion. »

« Il est vrai que Catherine, en prescrivant d'enseigner à ses sujets qu'ils n'étaient pas des Slaves, les déclarait Européens, assertion contre laquelle protesta Mirabeau, et Mirabeau vaut bien à nos yeux une impératrice.

« Le gouvernement de Saint-Petersbourg reconnaissait, en 1835, la ligne de séparation indiquée par Catherine, puisqu'il faisait publier son Mémoire dans la *Gazette officielle* de l'Instruction publique. C'est là que nous le trouvons.

« Et bien plus récemment, il y a deux ans à peine, l'empereur Alexandre, écrivant au gouverneur général des provinces de Kiew, de Podolie et de Volhynie, *le félicitait de ses efforts pour russifier ces provinces*. Russifier ! Donc elles n'étaient pas considérées comme russes. L'aveu est précieux sous la plume impériale.

« L'idée du panslavisme, cette idée fixe qui s'est emparée de la Russie, a des moyens d'exécution suivis avec persévérance : faire croire à l'unité de langage pour établir l'unité de race, et par l'unité de race, arriver à l'assimilation des territoires : voilà le chemin et voici le but.

« Il ne s'agit pas pour la Russie d'acquérir sur le monde gréco-slave une influence morale, telle que la France, par exemple, pourrait y prétendre sur le monde latin, ou l'Allemagne sur le monde germanique ; il s'agit d'acquisitions matérielles. C'est la détestable doctrine de l'absorption des petits États par les grands ; c'est le droit du plus fort se dissimulant sous le masque de la linguistique et de l'anthropologie.

« Ne dites pas que nous faisons ici de la science mal à propos, c'est de la politique que nous faisons ; par ses missionnaires, par ses congrès ethnologiques, la Russie *pénètre jusqu'au cœur des provinces slaves de l'Autriche* ; disons le vrai, *sa propagande s'étend partout* : à Paris aussi bien qu'à Vienne et à Berlin, qu'à Belgrade, à Bucarest et à Constantinople ; partout, c'est partout aussi qu'il faut la combattre avec les mêmes armes ; heureux si jamais il n'est pas besoin d'en employer d'autres.

« J'ai dit que la propagande russe est un masque emprunté par son esprit de conquête. Voyez ce qu'elle fait des peuples dont la personnalité nationale résiste à sa domination : elle les extermine. Ne parlons pas seulement des Polonais, elle ne traite pas mieux les Petits-Russes et les Russes-Blancs quand ils réclament leur nationalité, car eux aussi la réclament ; ils l'ont réclamée en 1863, très modestement, sous le sceptre des tsars, et leur voix n'a pas été écoutée.

« Si la Russie parvenait un jour à réaliser son rêve : l'envahissement total du monde slave, elle pèserait d'un tel poids sur l'Europe *que l'Europe serait subalternisée*. (*Bruits.*)

M. GARNIER-PAGES. — Attendez le silence ! La question est grave.

M. CARNOT. — Oui ! subalternisée ; et alors, ne nous abusons point ; alors ce n'est pas l'élément slave qui dominerait, c'est l'élément moscovite : la civilisation asiatique triompherait avec eux de la civilisation européenne.

« A ce danger qui menace l'Europe entière, l'Europe doit opposer la coalition de ses trois grandes forces : slave, germanique et latine. Les nations slaves forment la première ligne de résistance, le boulevard de l'Europe, ligne infranchissable si ces nations étaient constituées en fédération selon leurs affinités. Elles comprennent parfaitement que le danger est au nord, que leurs anciens oppresseurs de Constantinople sont destinés à disparaître de l'Europe, s'ils ne savent pas devenir un peuple européen par l'esprit et par les institutions. (*Approbattons sur plusieurs bancs.*)

« Et leur transformation sera peut-être moins difficile, elle sera peut-être plus rapide que celle des Moscovites eux-mêmes.

« La France est naturellement favorable à l'indépendance

des Slaves. Aussi le parti national chez eux est-il un parti français. Mais c'est d'accord avec l'Allemagne que l'œuvre doit être accomplie, car dans cette occasion l'intérêt de l'Allemagne se confond avec celui de la France : il n'y a vraiment que deux grandes causes : *celle de l'Europe et celle de la Moscovie.*

« Je crois, messieurs, vous avoir démontré l'importance au point de vue politique de la toute petite question littéraire qui vous est soumise ; son opportunité n'en est pas moins évidente.

« Elle vient d'être accrue par un événement récent, par la tragédie de Belgrade.

« La Serbie est un des grands pays Slaves et depuis de longues années *la Russie s'efforce de l'entraîner dans son orbite* en cherchant à donner à sa littérature nationale une direction favorable à ses vœux et à ses vues et *en pensionnant les écrivains serbes* qu'elle espérait pouvoir s'attacher.

« Elle promet à ce peuple la protection de son culte au nom de la conformité des croyances, mais ce n'est plus de protection que les idées religieuses veulent vivre, c'est de liberté (*Très bien ! Très bien !*)

« L'empereur-pontife promet moins à ce peuple que l'émancipation politique ne lui donnera.

« Je m'arrête ici, je ne veux pas abuser de votre attention.

« Un mot seulement pour clore ces observations.

« Notre proposition, vous le voyez, se rattache à des intérêts nationaux considérables et la question qu'elle soulève demande une solution.

« J'ajoute que vous seuls pouvez donner cette solution.

« L'honorable rapporteur de la Commission du Budget voudrait en laisser le soin à M. le Ministre de l'Instruction

Publique. Je crois qu'il est dans l'erreur ; la chaire dont il s'agit a été instituée, créée par une loi : une loi seule peut y toucher.

« Pour changer un vote de l'ancienne Chambre des Députés, il faut un vote du Corps législatif. (*Très bien ! Très bien ! sur plusieurs bancs.*) (*Aux voix ! Aux voix !*).

M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER. — Je mets aux voix la prise en considération du double amendement. (*L'épreuve et la contre-épreuve ont lieu.*)

PLUSIEURS VOIX. — Les amendements sont pris en considération.

M. DE BILLANCOURT. — Il n'y a pas l'ombre d'un doute.

M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER. — En effet les amendements sont pris en considération. »

III

LA FRANCE ET L'UKRAINE EN 1917 ET 1918

Au moment de la chute du gouvernement provisoire russe de Kerensky, l'attention du gouvernement français fut attirée par les nouvelles républiques qui s'édifièrent sur les ruines de l'Empire. Mais c'est particulièrement l'Ukraine qui intéressa nos représentants. Le général Tabouis reçut l'ordre d'entrer en relations avec le gouvernement ukrainien et de lui offrir notre aide financière et politique.

Le 3 janvier 1918, dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, le général Tabouis annonçait que son gouvernement l'avait désigné comme « Commissaire de la République Française auprès du gouvernement de la République Ukrainienne ». Nous reproduisons ici les documents, lesquels ont d'ailleurs été présentés par le gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne à la S. D. N. en 1920, au moment où l'Ukraine y posait sa candidature. Ils furent publiés sous le n° 88 (*Document de l'Assemblée*, 20 novembre 1920), et notre gouvernement ne les a jamais contestés, ce qui prouve leur indiscutable authenticité. A ces documents nous ajoutons le compte rendu

publié par tous les journaux de Kiew concernant la réception du général Tabouis par le Président du Conseil des Ministres à Kiew.

Le discours du Commissaire français et la réponse qu'il a reçue indiquent combien furent amicales nos relations avec l'Ukraine, brusquement interrompues par les événements : la ruée bolchevique, la chute du gouvernement avec lequel avait traité le général Tabouis et enfin la paix avec l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, l'examen des documents que nous donnons ne laisse aucun doute sur le fait qu'en 1918, l'Ukraine a été reconnue par la France, immédiatement suivie en cela par la Grande-Bretagne, qui envoya son représentant à Kiew, M. Picton Bagge.

MISSION MILITAIRE
FRANÇAISE
EN RUSSIE

Front S. O.

Kiew, le 5/18 décembre 1917.

Texte des paroles adressées à M. Vinitchenko, premier secrétaire général de la République Ukrainienne, par le Général Tabouis de la Mission Militaire Française au front sud-ouest le 5/18 décembre 1917.

Les Puissances Alliées n'ont pas encore pris une décision officielle vis-à-vis de l'Ukraine, mais j'ai déjà été chargé de transmettre à M. Choulguine la sympathie des Alliés pour les efforts que fait le Gouvernement Ukrainien dans le but de rétablir l'ordre, de reconstituer une force de résistance et rester fidèle aux Alliés.

J'avais cru de mon devoir de ne pas attendre un mandat officiel et de vous demander de m'entretenir avec vous, dans le but de ne pas perdre un temps précieux, de ne pas être pris au dépourvu si le moment venait d'agir, et par suite de préparer les matériaux d'une discussion éventuelle relativement aux secours financiers et techniques que les Alliés pourraient fournir à l'Ukraine pour l'aider dans son œuvre gigantesque d'organisation et de relèvement.

Je suis heureux d'avoir pris cette initiative, car hier soir j'ai reçu ordre de vous inviter, en vue d'une aide financière et technique que la France pourrait apporter à l'Ukraine, à préciser et à faire transmettre à l'ambassade de France, au plus tôt, le programme que le Gouvernement Ukrainien pense réaliser et les besoins correspondants.

Par cette démarche que je fais, le premier, vous pouvez vous rendre compte que les sympathies de la France à votre endroit sont réelles et effectives.

TABOUI.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE GÉNÉRAL
COMMISSAIRE
DE LA RÉPUBLIQUE

n° 41.

Kiew, le 29/2 janvier 1919.

Le Général Tabouis, Commissaire de la République Française auprès du Gouvernement de la République Ukrainienne, à Monsieur le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères du Gouvernement de la République Ukrainienne.

Monsieur,

Le 5/19 décembre, dans une entrevue à laquelle assistaient M. Vinnichenko, Président du Conseil, et les Secrétaires d'État aux Affaires Étrangères, aux Finances, au Ravitaillement, aux Voies et Communications, à la Justice, j'ai eu l'honneur de présenter la demande suivante :

(Suit la répétition du texte de la note verbale du Général Tabouis, du 5 décembre, c'est-à-dire d'une date antérieure à sa nomination comme Ministre du Gouvernement Français auprès de la République Ukrainienne.)

Depuis cette date, la France est entrée en relations officielles avec l'Ukraine.

Vu la marche rapide des événements, et pour éviter toute perte de temps, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire tenir cette réponse aussitôt que possible.

TABOUIS.

Janvier.

REPRÉSENTANT
DE LA
GRANDE-BRETAGNE

A Son Excellence le Président du
Conseil des Ministres de la Répu-
blique Nationale Ukrainienne.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de sa Majesté britannique m'a nommé, par la voie télégraphique, la seule possible, actuellement représentant de la Grande-Bretagne en Ukraine.

Mon Gouvernement m'a chargé de vous donner l'assurance de sa bonne volonté. Il appuiera de toutes ses forces le Gouvernement Ukrainien dans la tâche qu'il a entreprise de faire œuvre de bon Gouvernement, de maintenir l'ordre et de combattre les Puissances Centrales, ennemies de la démocratie et de l'humanité.

En ce qui me concerne en particulier, j'ai l'honneur, Monsieur le Président, de vous donner l'assurance de mon entier concours pour la réalisation de notre idéal commun.

PICTON BAGGE,

*Représentant de la Grande-Bretagne
en Ukraine.*

ANNEXE VIII

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LÉGATION DE FRANCE
EN ROUMANIE

Jassy, le 29 décembre 1917.

Le Ministre de France en Roumanie
à Monsieur le Général Tabouis,
Commissaire de la République
Française en Ukraine.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Français vous a désigné comme Commissaire de la République Française en Ukraine.

Je vous prie de bien vouloir en informer Monsieur le Secrétaire Général des Affaires Étrangères du Gouvernement Ukrainien, en remettant entre ses mains la présente lettre, qui vous accrédite en cette qualité.

(Signé) SAINT-AULAIRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE GÉNÉRAL
COMMISSAIRE
DE LA RÉPUBLIQUE

Kiew, 21 déc. 1917/3 janv, 1918.

Le Général Tabouis, Commissaire de
la République Française auprès du
Gouvernement de la République
Ukrainienne, à Monsieur le Secré-
taire Général aux Affaires Étran-
gères de la République Ukrai-
nienne.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous prier de porter à la connaissance du Gouvernement de la République Ukrainienne que le Gouvernement de la République Française m'a désigné comme Commissaire de la République Française auprès du Gouvernement de la République Ukrainienne.

Je vous demanderai, en conséquence, de bien vouloir me faire savoir quel jour et à quelle heure je pourrai faire au Chef du Gouvernement ma visite solennelle de présentation officielle.

Veillez, Monsieur le Secrétaire Général, agréer l'assurance de ma haute considération.

(Signé) TABOUIS.

LA RÉCEPTION DU GÉNÉRAL TABOUIS

Le 22 décembre 1917 a eu lieu à la présidence du Conseil (rue Institutka, 40) la réception officielle du représentant de la République française auprès du Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne. Le général Tabouis était accompagné du vice-consul français, récemment nommé pour Kiev, M. Arquet, et des attachés militaires, colonels Vanieu et Dens.

Les délégués français ont été reçus par le chef du Secrétariat général, M. V. K. Vinnitchenko, en présence du Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères, M. A. Choulguine, et d'autres membres du gouvernement. Le général Tabouis a adressé au Président du Conseil Ukrainien les paroles suivantes :

« Monsieur le Président du Conseil,

« Désirant confirmer ses intentions amicales envers la République Ukrainienne, le gouvernement de la République Française m'a fait savoir par télégraphe (le seul moyen de communication existant actuellement) qu'il me nommait représentant de la République Française auprès du gouvernement de la République Ukrainienne.

« Voici bientôt un an que je me trouve sur le territoire de l'Ukraine. Pendant ce temps, j'ai eu l'occasion d'étudier l'histoire de l'ancienne Ukraine, j'ai suivi avec attention le développement de son mouvement national et j'ai pu constater les efforts accomplis par la République Ukrainienne dans le but de créer et d'établir les forces morales et phy-

siques nécessaires à l'organisation d'un État. Tout cela, je l'ai suivi avec un intérêt toujours croissant et je suis heureux et fier, Monsieur le Président, de voir qu'aujourd'hui cet intérêt n'est pas seulement personnel, car en me nommant son représentant, le gouvernement de la République Française approuve ma manière d'agir et m'autorise à poursuivre officiellement les excellentes relations qui se sont déjà établies entre nous. Je vous apporte l'assurance formelle que la France, qui est la première à faire ce geste décisif, soutiendra de toutes ses forces morales et matérielles la République Ukrainienne dans les efforts qu'elle accomplira pour continuer à marcher dans la voie que se sont tracées les Alliés et qu'ils poursuivront sans hésitation à l'avenir en pleine connaissance de leurs droits et de leurs devoirs, devant la démocratie du monde entier et de l'humanité.

« Personnellement, je me consacrerai à cette tâche avec toute l'énergie d'un soldat et avec le cœur d'un Français. »

Dans sa réponse, prononcée en français, le Président du Conseil des Ministres, M. Vinnitchenko, a exprimé toute la satisfaction avec laquelle le gouvernement de l'Ukraine a reçu la nouvelle de la nomination d'un représentant officiel de la France auprès de lui.

M. Vinnitchenko a déclaré que le peuple ukrainien apprécierait à sa juste valeur la sympathie que sa libération du joug séculaire et sa volonté de se créer une vie nouvelle sur son propre sol ont rencontrée dans la libre France. « Dans nos cœurs, a ajouté M. Vinnitchenko, l'amitié pour la France Républicaine a toujours été très vive et les idéals pour la réalisation desquels la démocratie française a lutté ont toujours été vivants dans la tradition du peuple ukrainien. Le chemin historique, parcouru par le peuple français dans ses aspirations constantes vers les principes de liberté, a

toujours servi d'exemple aux peuples dans leurs propres efforts vers la libération. »

En terminant, M. Vinnitchenko a salué le général Tabouis comme premier représentant officiel d'un État étranger sur le territoire de la République de l'Ukraine, sur le sol même du peuple ukrainien libéré.

Après l'échange de salutations entre le représentant de la République Française, général Tabouis, le Président du Conseil des Ministres, M. Vinnitchenko, et le Ministre des Affaires Étrangères, M. Choulguine, un entretien a eu lieu entre eux sur les affaires politiques, au cours duquel la question de la paix a été abordée. Le Ministre des Affaires Étrangères, M. Choulguine, a fait remarquer que l'Ukraine désirait sincèrement la paix, mais une paix qui répondrait aux intérêts, non seulement de l'Ukraine, mais de la démocratie en général. La reconnaissance officielle de l'Ukraine et de son gouvernement par la République Française donne à l'Ukraine l'appui moral qui lui est si nécessaire et qui l'aidera à défendre ses intérêts nationaux au Congrès de la paix.

Le général Tabouis a répondu que la France, comme ses Alliés, désirait la paix, mais une paix qui fournirait une garantie de sa durabilité.

IV

LE PROBLÈME DE L'UKRAÏNE AU PARLEMENT FRANÇAIS

A la séance de la Chambre des Députés du 6 février 1920, au cours des interpellations sur la politique extérieure, M. de Gailhard-Bancel prit la parole après M. Millerand, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, et prononça un discours où il soutenait énergiquement la nécessité de reconnaître la République Démocratique Ukrainienne, tout en s'appuyant sur le principe des nationalités et sur l'intérêt propre de la France.

Il insista sur le fait que l'Ukraine est essentiellement anti-bolcheviste, que toutes ses sympathies vont à la France et qu'elle est enfin un pays riche qui accepterait de prendre sa part des dettes de la Russie.

Voici les passages essentiels de ce discours :

« Dans le discours qu'il vient de prononcer, M. le Président du Conseil, parlant des pays allogènes qui entourent la Moscovie et qui, depuis la Révolution russe, se sont séparés de la grande Russie pour se constituer en pays indépendants, en a oublié un, qui cependant, a une sérieuse importance,

une population nombreuse et une vaste étendue : je veux parler de l'Ukraine. Il a mentionné l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie, il est arrivé à la Pologne, puis il a sauté à la République du Caucase.

« Or, du Caucase à la Pologne et à la Roumanie, il y a un trou béant qu'il me semble dangereux de laisser ouvert et qui précisément pourrait être comblé si les gouvernements alliés se décidaient à reconnaître la République Ukrainienne. (*Très bien! à droite et au centre.*)

« Je ne vois pas pourquoi ce désir, qui n'a rien d'une utopie, ne deviendrait pas bientôt une réalité. Bien d'autres avant moi ont émis cette idée parmi ceux même qui résident sur les lieux et qui sont particulièrement qualifiés pour apprécier exactement la situation si troublée et si complexe de l'ancien empire russe. Dans une note que j'ai entre les mains, je constate qu'on a signalé, peut-être indirectement, au Gouvernement, le concours que nous pourrions espérer de ce côté en vue de renforcer la barrière antibolchevique actuelle. Il suffirait de créer l'unité de commandement, de reporter cette barrière jusqu'au Dniéper et d'utiliser dans la mise en action contre le bolchevisme, les éléments d'ordre de la Russie blanche et de l'Ukraine.

« Le 11 décembre 1919, un accord a été conclu entre la Pologne et Petlura, agissant au nom de l'Ukraine, précisément pour assurer la lutte contre le bolchevisme.

« D'ailleurs, messieurs, la reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine, que je réclame, est conforme aux principes posés par la Conférence de la paix, elle est conforme à la véritable interprétation du principe des nationalités.

« Le principe des nationalités ne consiste pas à grouper dans un seul et immense pays une collection de petits peuples qui entendent rester indépendants et qui ne veulent

pas être dominés par l'un d'entre eux. Il consiste à laisser à chacun de ces pays, à chacun de ces peuples, leur pleine et entière autonomie. Voilà la véritable application du principe des nationalités. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à gauche.*)

« Si on l'avait ainsi appliqué à l'Allemagne, nous aurions la Bavière, le Wurtemberg, le Hanovre, et beaucoup d'autres pays allemands ; nous n'aurions pas l'Allemagne unifiée. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*), cette Allemagne qui pourrait dans l'avenir donner la main au colosse russe reconstitué, et dans un certain nombre d'années réaliser la menace d'Erzberger : « Un jour viendra où l'Allemagne unifiée, alliée à la Russie unifiée, pourra attaquer la France, et alors la marche sur Paris sera singulièrement plus facile qu'en 1914. » (*Applaudissements à droite et au centre.*)

« Nous ne pouvons pas reprocher à Erzberger, Ministre du Reich, d'avoir tenu ce langage, mais nous avons, nous, le devoir d'en tirer la conclusion, de garder l'œil ouvert du côté de l'Est, de maintenir et de renforcer, si possible, notre protection contre la menace à laquelle nous laisse exposés l'unité allemande et, en même temps, de travailler à faire disparaître tous les éléments mauvais qui compromettent l'avenir de la Russie et des nationalités qui l'entourent. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

« La reconnaissance de l'indépendance de la République de l'Ukraine serait, à mon avis, un service signalé rendu à la cause de la paix sociale et de l'ordre européens.

« J'avais le plaisir, il y a quelques jours et à plusieurs reprises, de m'entretenir avec un excellent Français qui a habité la Russie sur les confins de l'Ukraine et qui pendant plus de vingt années y a fait de très fréquents séjours.

« Il me montrait ces populations de l'Ukraine essentielle-

ment antibolcheviques, parce qu'elles sont essentiellement agricoles et profondément attachées à la terre, parce qu'elles ont la pratique et le respect de la propriété individuelle ignorée de leurs voisins moscovites, qui ne connaissent que le « mir », c'est-à-dire la propriété collective.

« Dans ce pays où la grande propriété dominait beaucoup trop, je le reconnais, la Révolution russe a mis entre les mains des paysans une large part des terres, mais ceux-ci ne les ont acceptées que dans la mesure où ils pouvaient les cultiver.

« Et maintenant, amis et adversaires de l'Ukraine sont d'accord pour dire que ces paysans ne demandent qu'une chose : acquérir définitivement la terre en la payant à ses légitimes propriétaires et obtenir ainsi un titre régulier de propriété.

« Ces paysans tournent volontiers leurs regards vers la France lointaine, et vous comprendrez l'émotion du bon patriote qui me donnait ces informations, lorsqu'il pénétrait dans les petites maisons paysannes de l'Ukraine et qu'il voyait les visages s'illuminer et les mains se tendre. On était heureux de fraterniser avec un Français, et on pouvait lui montrer sur les murs, à côté des images religieuses, des icônes, ce même portrait de Napoléon I^{er}, que mon collègue M. Maurice Barrès vous disait tout à l'heure avoir sa place dans de nombreux foyers des pays rhénans.

« Ne sont-ce pas là des indices certains que nous trouverions, dans l'Ukraine, un appui sérieux contre le bolchevisme, appui qui accroîtrait et fortifierait singulièrement les moyens de résistance de la Pologne et de la Roumanie ? (*Très bien ! très bien ! à droite et au centre.*)

« D'ailleurs, ce pays est riche. Les céréales y abondent, l'industrie sucrière y est largement développée. Il compte

près de 40 millions d'habitants. En réclamant son indépendance, il ne prétend pas s'affranchir de la part qui lui incombe dans les dettes de la Russie et déclare qu'il en prendra au moins trente pour cent à sa charge. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

« Je ne vois donc pas pourquoi nous ne tendrions pas la main à ceux qui sont disposés à venir à nous.

« Ces renseignements m'ont été confirmés par un officier qui a combattu les Ukrainiens. A un moment, en effet, par erreur, on a lancé contre les bandes ukrainiennes, qu'on croyait bolchevistes, des troupes françaises. Au bout de quelques jours, on s'est heureusement aperçu qu'il ne s'agissait nullement de bolchevistes, mais de paysans qui croyaient défendre leur pays. Un armistice a été conclu ; on a fraternisé et la meilleure camaraderie d'armes s'est bien vite établie entre les soldats ukrainiens et les officiers français, dont un certain nombre ont songé même à s'engager dans les troupes ukrainiennes.

« Il y a donc beaucoup à faire dans ce pays et, sans prêter l'oreille aux calomnies qu'on répand contre l'Ukraine, il faut accepter la main qu'elle nous tend. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

« Il n'y a pas de temps à perdre ; la situation actuelle est grave. Il est urgent de nous défendre contre les idées malsaines et les agissements perfides des hommes qui appellent de leurs vœux et préparent la Révolution mondiale. Par cette défense, c'est l'intérêt national que nous entendons sauvegarder, c'est la France que nous voulons protéger car il y va de sa sécurité, de son indépendance et peut-être même un jour de sa vie. (*Applaudissements à droite, au centre et sur divers bancs à gauche.*)

* * *

A la séance du 27 mars 1920, M. de Gailhard-Bancel avait demandé à interpeller le gouvernement sur la politique qu'il se propose de suivre vis-à-vis des divers pays faisant partie de l'ancien empire russe et qui ont revendiqué leur indépendance depuis la chute de l'Empire.

L'interpellation fut discutée à la séance du 27 mars, au cours de laquelle l'orateur reprit et développa, dans le discours qui suit, les idées qui avaient fait l'objet du discours du 6 février.

Voici quelques extraits de cet intéressant discours :

« Je demanderai à M. le Président du Conseil quelle politique, il se propose de suivre vis-à-vis des pays allogènes et, en même temps, j'indiquerai la façon dont je comprends cette politique.

« Si je regarde au Nord et au Midi, j'aperçois des peuples, divers par l'étendue de leurs territoires et les perspectives de leur développement politique, mais qui, les uns et les autres, ont joué un rôle important dans tous les événements de ces dernières années, qui de ce fait ont rendu de grands services aux Alliés, et qui, aujourd'hui, se prévalent, conformément aux stipulations du traité de paix, du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Ils ont proclamé leur indépendance et, pour la conserver, ils en sollicitent la reconnaissance par les Alliés.

En réclamant la reconnaissance par la France des États Baltiques, M. de Gailhard-Bancel passe à l'Ukraine :

« Ce que j'ai dit des provinces baltiques, je l'ai dit déjà et je le répéterai au sujet de l'Ukraine. J'ai demandé, il y a

près de deux mois, la reconnaissance de l'Ukraine comme État indépendant ; je la demande encore aujourd'hui.

« J'avoue ne pas comprendre la réserve du gouvernement à cet égard et je m'étonne qu'il ne saisisse pas l'occasion d'étendre et d'assurer par ce moyen notre influence dans ce pays où l'on ne demande qu'à nous accueillir. J'en suis d'autant plus surpris que depuis longtemps, Monsieur le Président du Conseil, des avis favorables à la reconnaissance de l'Ukraine parviennent à vos services, émanant de personnes admirablement placées pour bien connaître la situation, parfois de vos agents même.

« J'ai là un certain nombre de ces notes. En voici une, envoyée de Berlin en mai 1919 par un de nos correspondants, et d'autant plus intéressante que l'auteur n'est pas extrêmement sympathique aux Ukrainiens. La communication commence par faire remarquer « que si les Ukrainiens ne sont pas particulièrement francophiles, ils ne sont pas non plus francophobes ». Et après avoir insisté sur l'importance qu'il y aurait à reprendre les relations avec l'Ukraine, il ajoute « que malgré le temps perdu et les amertumes qu'ont provoquées les erreurs de certains agents français, malgré les progrès des bolcheviks, peut-être est-il possible encore d'exercer en Ukraine une action utile ». Et il précise les conditions de cette action : « Reconnaître, du moins en fait, l'indépendance de l'Ukraine, et laisser entendre que si l'on ne peut constituer plus tard une République russe fédérative, on reconnaîtra l'Ukraine officiellement. Enfin envoyer immédiatement en Ukraine une mission française militaire et civile. »

« J'ai une autre note plus récente, de septembre 1919 :

« Il n'est plus possible, dit l'auteur de la note, d'ignorer les nationalités qui veulent vivre, jouir de la liberté après

l'esclavage, de la république après le despotisme. On n'endigue pas un pareil torrent. Les Ukrainiens ont avec nous des aspirations communes. Leur idéal républicain est aussi ancien que leur vie nationale et plonge ses racines dans toute leur histoire. »

« Et permettez-moi d'évoquer ici un souvenir littéraire, cher à bon nombre d'entre vous, en rappelant que c'est précisément l'indépendance de l'Ukraine que Paul Déroulède a chanté dans sa belle tragédie de l'Hetman. (*Applaudissements.*)

« J'ai une note plus récente encore, du 4 janvier 1920, provenant d'un de nos agents de Roumanie :

« Petlura est à Varsovie où il est bien accueilli. Il vient de constituer un gouvernement ukrainien qu'il a l'intention de transférer à Kamenetz où flotte le drapeau de l'Ukraine indépendante. Autour de lui se rallieront des bandes d'insurgés en attendant l'armée régulière que Varsovie lui prépare. Alors Varsovie passera entièrement la main à Petlura, rassurée désormais par l'existence d'un État supprimant un dangereux voisinage. »

Je dois dire que tout cela s'est réalisé. Petlura est aujourd'hui en Ukraine à la tête de son armée et toutes ses sympathies vont à la France.

« Enfin, je tiens à évoquer le témoignage de M. le général Massenet, que M. le Président du Conseil a autorisé à venir déposer devant la Commission des Affaires extérieures. Dans une séance des premiers jours de mars, il nous a rendu compte des observations qu'il a recueillies pendant les longs mois qu'il a passés à Varsovie. Il nous a rapporté qu'en traversant l'Allemagne pour se rendre à Varsovie, des officiers de sa suite avaient entendu des officiers allemands déclarer hautement qu'ils comptaient bien reprendre bientôt la

Pologne et considéreraient celle-ci comme n'étant que très provisoirement détachée de l'Allemagne.

« A Varsovie, le général Massenet a reçu communication d'une lettre d'un personnage important qu'il n'a pas nommé et à qui Ludendorff écrivait : « Il faut ménager le Japon et la Russie afin de préparer avec eux la conquête du monde. »

« Voilà quelles étaient au lendemain de l'armistice, les idées de Ludendorff, idées dont nous voyons l'Allemagne poursuivre la réalisation.

« Le moyen de déjouer ces projets, disait le général Massenet, c'est d'opposer à la Russie bolcheviste le bloc des allogènes, d'autant plus que la Russie unifiée sera toujours germanophile, quels que soient ceux par qui son unité aura été réalisée.

« Et il ajoutait, après avoir signalé les relations cordiales qui s'étaient établies entre officiers et soldats français et ukrainiens, dans des observations que je résume :

« Les Ukrainiens sont antitsaristes et antibolchevistes, ils sont démocrates. Ce sont de très bons soldats, désireux de combattre pour l'indépendance de leur pays, contre les bolcheviks et contre les Allemands. Il faut se hâter de reconnaître l'Ukraine, il faut l'aider, lui rendre les prisonniers de guerre qui sont encore détenus dans divers pays de l'Europe, en Bulgarie notamment, en Allemagne, en Italie. Et son armée reconstituée aura bientôt fait de chasser les bolcheviks.

« Vous savez, messieurs, je vous l'ai dit au début de mes observations, que cette œuvre est déjà commencée : les bolcheviks ont été chassés d'Odessa. Ils le seront bientôt de toute l'Ukraine, pour peu que les Ukrainiens soient soutenus, et alors — ceci n'est pas sans intérêt — ils nous procureront une foule de denrées et de matières premières dont nous

avons un besoin urgent : céréales, bétail, laine, peaux, sucre et bien d'autres choses.

« Le général Massenet ajoutait : « Les Polonais, pour fortifier leur résistance, pour assurer l'arrière de leur armée, ont besoin de l'Ukraine ».

« Pour se rendre compte de la justesse de cette observation, il suffit de regarder la carte. On verra que c'est par le Sud que les Polonais pourraient être pris à revers, et courraient de grands risques, alors même que leur armée serait victorieuse à l'avant.

« Il est d'ailleurs vraiment singulier que tout le monde ait voulu s'emparer de l'Ukraine et que nous, nous hésitions à prendre la main qu'elle nous tend.

« Que tout le monde ait voulu s'emparer de l'Ukraine, c'est une vérité incontestable. En 1918, ce sont les Allemands qui y sont venus et s'y sont installés, parce qu'ils la considéraient comme leur « magasin d'alimentation » ; c'est le terme dont ils se servaient. Les Ukrainiens les ont chassés. Ils nous ont aussi prêté, à cette époque, un concours indirect, mais qui est loin de nous avoir été inutile. (*Applaudissements.*)

« Une fois les Allemands chassés, ce sont les bolcheviks qui sont arrivés. Les Ukrainiens, déjà fatigués par leurs luttes contre les Allemands, ont cependant repris les armes. Et ils avaient repoussé ce nouvel adversaire, lorsque Denikine abandonnant sa marche vers Moscou est venu se retourner contre eux.

« Épuisés par ces luttes successives contre les Allemands, contre les bolcheviks, et contre l'armée des volontaires de Denikine, les Ukrainiens, hors de combat, ont plié, mais ils ne sont pas découragés pour cela. Après avoir dû céder devant la force, ils se ressaisissent et commencent à reprendre le chemin de la victoire : déjà, dans plusieurs ren-

contres, ils ont battu les bolcheviks. Ils cherchent à recouvrer leur pays, et, par conséquent, il y a urgence à leur prêter le concours moral qu'ils attendent de nous, en reconnaissant l'indépendance de leur pays et en leur envoyant ces missions, civile et militaire, qu'ils seront heureux d'accueillir, les vêtements, chaussures, munitions, médicaments, etc., qu'ils sollicitent et qui leur seront d'un grand secours. »

A ce moment M. de Gailhard-Bancel fut soutenu par une intervention de M. Perrollaz qui parla sur l'influence française en Ukraine.

M. Louis PERROLLAZ. — « Voulez-vous, mon cher collègue me permettre une observation ?

M. DE GAILHARD-BANCEL. — Très volontiers.

M. Louis PERROLLAZ. — Vous venez de dire que l'Ukraine était un pays intéressant pour nous, Français ; il l'est, en effet, particulièrement, non seulement en raison de ses ressources matérielles, car c'est le pays du blé, du sucre et du pétrole, mais aussi et surtout par une certaine parenté morale avec la France. Il y a un fossé entre l'âme ukrainienne et l'âme moscovite : dans la littérature ukrainienne, il y a de la douceur et, surtout, le sentiment de la liberté.

« J'appelle votre attention sur le fait que ce pays est plein de souvenirs français ; il y a longtemps qu'une ville, fameuse depuis, a été fondée par le général français de Ribas, construite par l'ingénieur français de Volland, et, surtout, embellie par ce grand français qui s'appelle le duc de Richelieu, et qui, en 1818, grâce à son amitié avec le tsar Alexandre I^{er}, fut appelé, en France, le premier libérateur du territoire.

« C'est pour cela que je prends l'initiative de demander, non seulement à M. le Président du Conseil — je sais qu'il n'aime pas s'immiscer dans la politique intérieure des autres

pays — mais aussi à M. le Ministre de l'Instruction Publique, de répandre dans ce pays l'influence française. Nous ne le criions pas sur les toits ; mais la culture française est une culture de bon aloi, faite d'intelligence et de générosité. On nous désire partout et nous souhaitons que le Gouvernement français travaille à répandre cette culture, non seulement chez les nations sœurs, l'Espagne, l'Italie, mais aussi dans les pays nouveaux du centre de l'Europe comme dans les pays balkaniques et dans le monde entier. (*Très bien ! très bien !*)

« J'exprime le vœu que l'on fasse quelque chose en ce sens du côté de l'Ukraine ; ce pays a souffert, il souffre encore, et si, dans des moments d'affaissement, il a pu dire, quelquefois, que Dieu est trop haut, permettez-lui d'espérer que la France n'est pas trop loin. » (*Applaudissements.*)

M. de Gailhard-Bancel continue son discours :

« Je remercie M. Perrollaz du concours qu'il vient d'apporter à la thèse que j'ai l'honneur de soutenir.

« J'arrête mes observations sur ce point, et je demande instamment à M. le Président du Conseil de faire tout le possible afin d'obtenir de l'Ukraine les céréales qu'elle possède encore.

« Des témoins ont déclaré à la sous-commission des Affaires russes que la récolte des céréales avait été, ces deux dernières années, surtout l'année dernière, extrêmement abondante, que la majeure partie de ces récoltes est encore disponible chez les paysans de l'Ukraine et que nous n'aurions qu'à nous entendre avec ce pays pour que cette récolte fût mise à notre disposition. Notez qu'au lieu de perdre sur le change, nous y gagnerions ; et ce serait certes un résultat de première importance.

« Ce n'est pas seulement du blé, mais du sucre, des peaux,

toute espèce d'objets, sans parler des richesses minières, que nous pourrions trouver en Ukraine, mais à une condition, c'est que nous reconnaitrions son indépendance.

« Attirez l'attention sur le fait — est-il dit, par le représentant de l'Ukraine à Bucarest, dans une note envoyée à Paris — attirez l'attention sur le fait qu'on ne peut faire d'exportation que de l'Ukraine seule et que si on ne nous reconnaît pas, nous n'autoriserons aucune exportation. »

« J'insiste donc, Monsieur le Président du Conseil, pour que vous déferiez aux sollicitations que je vous adresse et qui sont appuyées, vous le voyez, par des autorités considérables. J'ai nommé le général Massenot. Je n'ai pas nommé les autres personnes dont j'ai cité les témoignages : mais elles méritent également toute considération.

« J'ajoute qu'il est urgent d'agir. En effet, les Allemands, qui ont perdu l'Ukraine en 1918, espèrent la reconquérir, sinon par les armes, du moins par leurs intrigues.

« Ils méditent je ne sais quelle proclamation de déchéance de Petlura pour lui substituer un homme à eux, qui fera ce qu'a fait Skoropadski en 1918. Celui-ci, à ce moment, a servi les intérêts allemands contre les intérêts français ; nos yeux, alors, sont restés fermés, nous n'avons pas discerné le jeu qui se jouait devant nous et nous en avons cruellement souffert.

« A présent, nous sommes prévenus. Les Allemands ont annoncé leurs intentions. J'ai là des citations.

« Je m'abstiens de vous les lire pour ne pas allonger ce débat. Mais il est incontestable que les Allemands se préparent, par leurs intrigues, à provoquer la déchéance de Petlura, qui est aussi populaire parmi ses compatriotes qu'il est bien disposé pour la France.

« C'est pourquoi j'insiste encore pour que M. le Président

du Conseil ne tarde pas à reconnaître l'Ukraine, au nom du Gouvernement français, et à lui donner ainsi le concours moral qu'elle attend de nous. (*Applaudissements.*)

« Je sais que vous avez des préoccupations à cause de la Russie, de la Grande-Russie. Dieu me garde de vouloir médire de la Russie ! Même après tous ses malheurs, après l'abandon de notre cause à un moment des plus graves de notre histoire, nous ne devons pas oublier que, pendant les premières années de la guerre, elle nous a rendu un grand un immense service. Mais ce service, qui nous l'a rendu ? C'est le peuple russe. Le tsar ! Vous connaissez le gouvernement du tsar. Vous connaissez la fin douloureuse de cet infortuné monarque, devant laquelle je m'incline avec respect. Mais je crois que le tsarisme a vécu en Russie.

« Nous n'avons donc pas à nous occuper du gouvernement du tsar, mais seulement du peuple russe : il importe donc de savoir ce que réclame la majorité du peuple russe, puisqu'il n'y a plus, à l'heure actuelle, que des gouvernements d'opinion. Or, les allogènes forment la partie la plus considérable du peuple russe ; en partant du Nord jusqu'à l'extrême Sud-Est, nous comptons 100 à 110 millions d'allogènes contre 70 à 75 millions de Russes dans la Russie centrale : la majorité est donc du côté des allogènes et nous ne devons pas refuser d'entendre les vœux de cette majorité.

« On dira peut-être qu'il y aura des difficultés entre ces différents pays, que nous serons embarrassés pour faire la part des uns et des autres. Car ils ont tous des visées impérialistes et veulent s'agrandir aux dépens de leurs voisins. Tout cela est possible et rend plus important encore le rôle d'arbitre que la France est si bien préparée à jouer entre ces jeunes et ardentes nationalités, entre ces nouveaux peuples que l'écroulement de la Russie a rendus à une vie politique

autonome. Il nous appartient, monsieur le Président du Conseil, de les amener à se faire de mutuelles concessions et à se mettre d'accord pour se défendre contre leurs ennemis du dehors, qui voudraient les entraîner dans les pires aventures. Ils le comprendront si nous prenons la peine de les en convaincre.

« La Conférence de la paix a proclamé la théorie de la consultation nationale, du plébiscite. Là où il y aura doute pour savoir si une province doit être rattachée à un pays plutôt qu'à un autre, les habitants seront appelés à donner leur avis. Ils iront au pays pour lequel la majorité se sera prononcée.

« Le plébiscite offre précisément le moyen de ménager toutes les susceptibilités, même de ceux-là qui restent attachés à la Grande-Russie. Car si, parmi ces peuples, il en est qui demandent à retourner sous son égide, ce n'est pas nous qui les en empêcherons.

« Consultez donc les populations et qu'il soit fait suivant leur volonté. Voilà la vraie méthode, celle que je demande à M. le Président du Conseil de suivre. (*Applaudissements.*)

Le temps presse. De toutes parts les nouveaux États, libérés des tutelles oppressives du passé, se tournent vers nous parce qu'ils savent qu'il n'y a chez nous, quoi qu'on en ait dit, ni désir d'impérialisme, ni esprit de domination (*Très bien ! très bien !*) Ils connaissent notre désintéressement et notre générosité.

« Il m'était agréable d'entendre, il y a quelques jours, mon collègue et ami M. de Magallon rappeler cette grande pensée d'un de nos félibres du Midi : « Le rôle de la France n'est pas de dominer le monde, mais d'empêcher que le monde soit dominé. » (*Vifs applaudissements.*)

« Ce rôle, M. le Président du Conseil, nous vous deman-

dons, à vous qui avez l'honneur aujourd'hui de diriger les destinées de la France, de le remplir, et ce faisant, n'en doutez pas, vous servirez admirablement les intérêts de notre pays. Vous les servirez à la fois contre tout ce qu'il y a de malfaisant en Russie et contre notre irréductible ennemi, l'Allemagne. (*Vifs applaudissements.*)

* * *

Dans la séance du 26 mars 1920. M. de Monzie, interpelait au Sénat le Gouvernement sur la sauvegarde et le recouvrement de la créance française sur la Russie et la Turquie.

A plusieurs reprises, dans sa remarquable intervention, le sénateur du Lot-et-Garonne a eu l'occasion de toucher à diverses questions se rattachant à celles qui ont fait l'objet des deux discours publiés ici.

Nous reproduisons les passages qui viennent particulièrement à l'appui des conclusions de M. de Gailhard-Bancel en ce qui concerne la reconnaissance de l'Ukraine et des pays allogènes de l'ancien empire russe, spécialement envisagée par M. de Monzie au point de vue de la sauvegarde des intérêts financiers de la France.

« Mon seul souci dans cette affaire : celui de sauvegarder la créance française que j'envisage *in globo*, comme s'il y avait un seul créancier. On a commis l'erreur, par ailleurs, de ne pas penser qu'il y avait un seul débiteur. L'erreur a été de faire une politique calquée sur ce seul souci financier : l'erreur a été aussi de confier la direction de nos affaires russes aux agents d'une pareille idée.

« Nous aussi, nous avons, comme la Russie, une bureaucratie puissante. M. Raoul Labry, dont je parlais tout à l'heure — qui n'est pas un révolutionnaire, encore qu'il

rentre de Russie (*Sourires*) — M. Raoul Labry, qui médite, à l'heure actuelle, dans un poste d'inspecteur d'académie, ses quinze années d'études slaves, vient de publier, aux colonnes du *Mercure de France*, un article singulier auquel personne n'a contredit dans la presse officielle, article révélateur de nos méthodes et de nos façons :

« Notre politique en Russie, observe-t-il, est l'exclusif apanage d'un cénacle et d'un bureau de ministère des Affaires Étrangères, au lieu d'être l'œuvre du pays tout entier...

« Notre politique en Russie est concentrée entre les mains de quatre fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères...

« La mentalité de ces quatre diplomates, ou semi-diplomates, est faite tout entière de quelques axiomes diplomatiques acceptés par la tradition et de quelques pseudo-vérités sur la Russie transmises par les manuels.

« D'abord le vieux principe de l'équilibre européen... La Russie doit conserver son unité d'avant-guerre et rester la lourde armature qui enserrait des peuples de langue et de race dissemblables. De là, la méfiance contre tous les allogènes qui aspirent à leur indépendance. De là, une impossibilité à comprendre le travail intérieur que la Révolution a produit chez ces peuples, leur âme nouvelle, leur volonté désormais consciente de vivre leur vie. De là, l'hostilité du quai d'Orsay contre les revendications nationales des peuples de l'ancien empire. »

Et M. de Monzie ajouta en apportant à l'appui de sa thèse le cas de l'Ukraine :

« En cette matière, comme en beaucoup d'autres, nous avons fait preuve d'une abstention systématique.

« Quand les nationalités sont venues les unes après les autres au ministère des Affaires Étrangères ou devant les

divers représentants du Gouvernement et ont sollicité l'investiture française, la première de toutes celles qu'une nouvelle nationalité dût souhaiter, nous avons écouté, nous avons entendu, quelquefois nous avons recueilli les propositions, les suggestions qui nous étaient faites, mais nous n'avons jamais répondu. »

« C'est ainsi que le mémoire, déposé en janvier 1919 par la délégation de la république ukrainienne, renouvelé à plusieurs reprises et confirmé par les déclarations du comte Tyskiéwicz, n'a jamais obtenu de réponse, bien qu'il y fût parlé de notre créance et des responsabilités volontairement assumées par l'Ukraine.

« L'Ukraine, se considérant comme héritière de la partie la plus importante de l'ancienne Russie, se déclare prête à accepter pour sa part la charge de cette succession :

« L'Ukraine, disait sa délégation, désire conserver pour sa part l'alliance avec la France ; elle est prête à prendre à sa charge une partie de la dette russe correspondant au chiffre de sa population, à la richesse du pays, ainsi qu'à respecter les intérêts français dans l'ancienne Russie du Sud. »

« C'est un engagement qui portait sur environ trente pour cent de la dette générale de la Russie. Aucune réponse n'est faite.

« Il est possible que le silence du Gouvernement ait une explication. On pouvait considérer que les offres faites par la nationalité, que l'Esthonie, la Lithuanie, l'Ukraine, le Kouban, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, que tout cela n'avait pas d'importance. C'était une politique : mais à la condition de la pratiquer dans tous les domaines.

« Or, c'était exactement le contraire que l'on faisait. Dans la période où nous soutenions de nos armes et de nos sub-

sides ces nationalités naissantes, nous les prenions si peu en considération, qu'il n'y a aucun protocole établissant une entente avec elles pour l'avenir de notre créance russe ; en telle sorte qu'il faut bien imaginer que jusqu'à un certain point nous avons prévu, envisagé, au point de vue financier, ce qui se produit aujourd'hui, c'est-à-dire le triomphe incontesté, dans l'ordre militaire tout au moins, du gouvernement bolchevique. »

(*Journal officiel* du 27 mars 1920, p. 392-394.)

En approuvant ainsi la politique du gouvernement ukrainien, M. de Monzie est bien sévère vis-à-vis des soviets. Il se demande si le gouvernement bolchevique a une attitude nette devant les justes exigences de la France réclamant le paiement de ce qui lui est dû ?

L'orateur n'a pas de peine à signaler « la contradiction des attitudes bolchevistes » que révèle, à six semaines de distance, la divergence des propositions du gouvernement des soviets et des déclarations d'un des doctrinaires du bolchevisme, et il ajoute :

« Lorsque le gouvernement bolcheviste a fait ses propositions de paix, il a senti la nécessité d'ajouter : « Bien entendu, nous garantissons, jusqu'à concurrence de soixante pour cent de nos disponibilités, le paiement intégral de la dette de l'État russe d'avant-guerre. »

« Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie la dette de la Russie envers la France.

« Par conséquent, il y a six semaines, le même gouvernement qui désavouait en décembre 1917 d'un geste brutal et révolutionnaire, sous l'inspiration de Larine, les engagements de la Russie vis-à-vis de la France, reprenait, sous l'empire

des nécessités et la pression des événements, cette répudiation et déclarait aux Alliés qu'il offrait d'acquitter la dette russe. Six semaines se passent, le danger militaire polonais disparaît ou s'atténue ; la possibilité d'une paix avec les voisins immédiats apparaît ; d'autre part se formule l'espoir d'opérations commerciales, d'un ravitaillement par l'Amérique et par l'Angleterre. Comment apparaissions-nous alors ? Nous apparaissions comme un pays qui ne se bat pas, puisqu'il n'y a pas de soldats à la frontière et de qui on n'a rien à craindre ni à espérer. (*Très bien!*)

« Une telle position au regard des bolcheviks, explique que Radek, l'un des doctrinaires du bolchevisme, ait pu écrire dans *Izvestia* :

« Si jamais, dans l'intérêt de la paix du monde, les soviets consentaient certaines facilités aux financiers de l'Entente, sous la forme de concessions industrielles et minières, un semblable accord ne pourrait être signé que si ces financiers se portaient garants de transmettre au gouvernement de l'Entente les prétentions des porteurs de rentes de valeurs russes. »

« Je note les deux attitudes successives. Je n'apprécie pas la sincérité de l'une ou de l'autre. Je ne sais ce que vaut la parole bolcheviste.

Il y a six semaines, les bolcheviks considéraient qu'avant tout il fallait obtenir l'assentiment de la France, et, à cet effet, ils faisaient le geste indispensable, le geste qui doit préfacier toute conversation avec eux, sans lequel rien ne peut être considéré comme valable dans leurs engagements ; ils disaient : « Nous sommes continuateurs de l'ancienne Russie, et nous prenons l'engagement d'acquitter sa dette, avec terme et délai, avec garantie ».

« Six semaines se passent. Le péril militaire polonais dis-

paraît pour un temps. Les promesses apparaissent précises, avec les navires qui arrivent d'Angleterre, qui partent d'Italie vers la mer Noire. Alors plus de crainte. Quant à la France, elle n'apporte dans le jeu qu'une carte unique, celle dont elle réclame le paiement — je parle le langage des bolcheviks. — Et c'est l'article de Radek, cynique, brutal, qui dit : « Non seulement nous ne commencerons pas par payer la France ou par promettre à la France de tenir les engagements de l'ancienne Russie, mais nous mettrons même comme condition à toute conversation que l'on écartera les engagements pris envers la France. Ceux qui nous apporteront le quitus de la France, ce seront les Américains, les Anglais, ceux qui viendront solliciter nos concessions. »

(*Journal officiel*, 27 mars, p. 394, 395.)

* * *

Au cours d'un dîner, organisé par le président de la délégation ukrainienne, le comte Michel Tyszkiewicz, en l'honneur de M. de Gailhard-Bancel, et auquel assistèrent de nombreuses personnalités françaises, le comte Tyszkiewicz, levant son verre en l'honneur du premier député français qui porta la question des revendications de l'Ukraine à la tribune et les défendit éloquemment, lui adressa une chaleureuse allocution, dont voilà les passages essentiels :

« En posant, aux applaudissements de la Chambre française, la question de notre droit à la liberté et à l'indépendance, vous avez relevé votre noble tradition nationale, celle de la France libératrice des nations, amie des peuples opprimés, qui, après avoir soutenu la Pologne, défendit la Grèce, la Serbie, l'Arménie.

« Vous continuez ainsi, monsieur, la politique traditionnelle de l'ancienne France envers notre pays, qui n'a pas toujours été inconnu et méconnu.

« Louis XIV l'a connu — le gouvernement français a soutenu Mazeppa dans sa lutte avec Pierre le Grand —, le grand ancêtre de l'alliance germano-russe, — Voltaire a su que « l'Ukraine a toujours aspiré à être libre », — Napoléon a regretté de ne s'être pas appuyé sur elle.

Nos ancêtres étudièrent au xvi^e siècle à la Sorbonne, notre grand patriote le métropolitain Pierre Mohyla fit ses études au Collège de la Flèche, notre dernier hetman le comte Razoumowsky, à Strasbourg. C'est lui qui offrit à J.-J. Rousseau l'hospitalité en Ukraine, à laquelle le philosophe préféra, il est vrai, celle de M. de Girardin à Ermenonville. C'était le temps où des peintres français comme J.-Baptiste Leprince et Norblin de la Gourdain, peignaient et gravaient les types de notre peuple et de notre aristocratie. Bien avant eux, en 1650, un ingénieur français, Levasseur de Beauplan, dressait une carte superbe de notre pays, qu'il appelait de son vrai nom, comme l'a toujours fait l'ancienne France, l'Ukraine, et non la Russie ou la Petite-Russie. Vous avez eu l'extrême obligeance de nous montrer au Palais-Bourbon le tableau d'Horace Vernet représentant Mazeppa. Notre héros national a été popularisé aussi par Voltaire et Victor-Hugo. L'Ukraine a eu les sympathies et même l'admiration de Prosper Mérimée, de Voguë, de Rambaud, et, il n'y a pas si longtemps encore, de Paul Déroulède. Dans son « *Hetman* » il a parlé avec enthousiasme de cette Ukraine qui

Marche à l'ennemi plaie ouverte...
Dont on abat en vain les têtes renaissantes.

M. de Gailhard-Bancel remercia le comte Tyszkiewicz par un discours dans lequel il a dit :

« Pour cette œuvre de libération de votre pays, mes amis et moi vous prêterons d'autant plus volontiers notre concours, que nous avons, en vous le prêtant, le sentiment de bien servir notre pays.

« Je le disais ces jours derniers à l'une des personnalités les plus marquantes du Gouvernement français — auquel, il ne faut pas s'en étonner, la question russe, d'une complexité si formidable, impose une nécessaire circonspection — « la clef du problème russe, elle est dans l'Ukraine. »

« Reconnaître l'indépendance des autres pays issus du démembrement de la Russie, sans reconnaître celle de l'Ukraine, c'est compromettre l'indépendance de tous ces pays : à cette heure surtout où, en attendant d'être conquis et absorbés par lui, ils sont plus ou moins enclins à traiter avec le gouvernement bolcheviste qui vise à reconstituer l'unité de la Russie au bénéfice de l'Allemagne.

« Actuellement, c'est vrai, l'Ukraine est en grande partie aux mains des bolcheviks : mais, tout en l'occupant, ils sont loin d'en être les maîtres. Les paysans ukrainiens ne subissent pas leur pouvoir sans résistance. Ils restent pour eux l'ennemi qu'ils n'attendent qu'une occasion de chasser.

« Qu'un gouvernement régulier soit reconnu par les Alliés, il aura bien vite organisé une armée dont les efforts combinés avec ceux des armées roumaines et polonaises arrêteront les progrès de l'armée rouge, et établiront une barrière solide entre la Russie bolcheviste et l'Europe occidentale.

« Je fais des vœux, messieurs, pour que bientôt se réalisent vos espoirs, qui sont aussi les nôtres, puisque, semble-t-il, de leur réalisation dépend le résultat de la lutte contre le

bolchevisme, qui intéresse à un si haut degré notre pays et l'Europe elle-même.

« Et, cette réalisation, je veux dire la reconnaissance de votre gouvernement, la victoire de l'Ukraine, son indépendance, sa prospérité, une amitié solide entre elle et la France que rapprochent tant d'affinités morales et économiques, j'ai foi que nous la saluerons bientôt. »

Après M. de Gailhard-Bancel, le marquis Xavier de Magallon, député de l'Hérault, prononça également quelques paroles vibrantes :

« Je ne résiste pas au plaisir de porter à mon tour la santé de mon éminent ami Gailhard-Bancel, défenseur de l'Ukraine, dont il a éloquemment soutenu la cause et les idées, à la fois vénérables d'antiquité et brillantes de jeunesse, qu'éveillent dans l'esprit le nom de la nouvelle République et ce vieux nom français associés.

« Au sortir du cataclysme, la France a besoin de ressaisir toutes ses forces et de relier son grand passé à son grand avenir. Un Gailhard-Bancel est le parfait symbole de cette union ; lié au sol, lié au peuple par toutes les fibres, il est la France dont il a passionnément servi les traditions et les croyances séculaires. Il est la France d'aujourd'hui, que gardent trois de ses fils dans la terre des frontières. Et il est, par eux encore, l'avenir, car, ceux ainsi tombés sont à jamais debout, que dis-je, ils planent au-dessus de nous, ils sont autour de la Patrie, les apparitions réelles qui flottaient autrefois à l'avant des armées, anges de l'extinguible lumière, de l'indéfectible victoire.

« La France de toujours que vous fêtez en lui, il est naturel, messieurs, qu'elle vous fête à son tour avec toute sa raison et tout son cœur. Je ne préjugerai rien des résolutions que notre Gouvernement peut prendre. Je dirai seulement :

« La France, ensoleillée et généreuse, si ne pèse sur elle le joug des rêveries de la brume, ni les puissances sans âme de l'argent, la France, menée par l'instinct de son peuple ou par l'intelligence des chefs de son sang, est libératrice et organisatrice de nature.

« Son génie sympathique et mesuré a toujours haï les hégémonies, toujours favorisé la liberté réglée, c'est-à-dire la vie. Frédéric Amouretti a écrit : « Le rôle de la France n'est pas de dominer le monde, mais d'empêcher qu'il ne soit dominé. »

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	5
I. La chute de l'empire russe et l'Ukraine	17
II. L'Ukraine est-elle capable de constituer un État?	27
III. Les richesses de l'Ukraine et son rôle futur en Europe.	37
IV. L'Ukraine au XIX ^e siècle et à la veille de la Grande Guerre	47
V. Les grands événements en Ukraine de 1917 à 1920 asservissement par les soviets.	55

ANNEXES

DOCUMENTATION SUR LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'UKRAINE A DIVERSES ÉPOQUES.	
I. Ce qu'on connaissait de l'Ukraine aux XVII ^e , XVIII ^e et XIX ^e siècles	65
II. Casimir Delamarre, membre du Corps législatif, défenseur de l'Ukraine sous le Second Empire	73
III. Les relations diplomatiques entre la France et l'Ukraine en 1917.	99
IV. Le problème de l'Ukraine au Parlement français	109